



Agenda Post-2015 pour le Développement
Vers les Objectifs du Développement Durable
(ODD)

« La Tunisie que Nous Voulons »

Septembre 2014





Carte des gouvernorats de la Tunisie¹

¹ <<http://www.investintunisia.tn/>>

Abréviations

ANC : Assemblée Nationale Constituante

BCR : Bureau du Coordinateur Résident

DDR : Direction du Développement Régional (SEDCI)

ITES : Institut Tunisien des Etudes Stratégiques

ODD : Objectifs du Développement Durable

ODS : Office du Développement du Sud (SEDCI)

OIM : Organisation Internationale pour la Migration

OIT : Organisation Internationale du Travail

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

ONU : Organisation des Nations Unies

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

QN : Questionnaire National

SEDCI : Secrétariat d'Etat au Développement et à la Coopération Internationale

SEDD : Secrétariat d'Etat au Développement Durable

SEGFP : Secrétariat d'Etat à la Gouvernance et à la Fonction Publique

SNDD : Stratégie Nationale du Développement Durable

SNU : Système des Nations Unies

SPSS: Statistical Package for the Social Sciences

UNESCO : L'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

UNFPA : Fonds des Nations Unies pour la Population

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

UNIDO : L'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel

VNU : Volontaires des Nations Unies

TABLE DES MATIERES

Carte des gouvernorats de la Tunisie	1
Abréviations	2
Mot du Secrétaire d'Etat au Développement et à la Coopération Internationale	4
Mot du Coordinateur Résident du Système des Nations Unies en Tunisie	5
Synthèse du Rapport	6
I. Des OMD aux ODD: L'Agenda Post-2015	7
II. Les Consultations en Tunisie	8
1. Choix de la Tunisie et sa pertinence	
2. Méthodologie	
3. Les Consultations	
4. Données Quantitatives	
III. Les Thèmes de MY World	14
IV. Matrice des Priorités Nationales Post-2015	15
V. Les Résultats de l'Enquête:	20
1. Education	
2. Pauvreté et Alimentation	
3. Santé	
4. Emploi	
5. Gouvernance	
6. Disparités Régionales	
7. Sécurité	
8. Eau et Assainissement	
9. Discrimination, Persécutions, Inégalités	
10. Transports	
11. L'accès aux TIC	
12. Environnement, Climat, Energie Durable	
Conclusion Générale	46
Annexes:	47
I. Questionnaire National (Formulaire)	
II. Résultats du Questionnaire National	
III. Résultats de MY World	
IV. Recommandations issues des consultations auprès des enfants sur l'Agenda de Développement Post-2015	
V. Recommandations issues de la consultation nationale auprès des jeunes sur l'Agenda de Développement Post-2015	
Bibliographie	68

Mot du Secrétaire d'Etat au Développement et à la coopération internationale

AVANT – PROPOS

Presque quinze ans après l'adoption par le SNU des objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), la Tunisie a procédé à l'élaboration de son rapport national de suivi de réalisation des OMD ainsi que de son rapport sur la population et le développement (le Caire +20). ces travaux revêtent, une importance capitale, non seulement du fait qu'ils reflètent les engagements de notre pays vis-à-vis de la communauté internationale dans des domaines aussi déterminants que les secteurs ayant trait au développement et aux droits humains, mais également et surtout, eu égard au caractère primordial de ces études dans la conception et la conduite des stratégies et politiques de développement inclusif de la Tunisie de l'après Révolution du 14 janvier 2011.

En effet, le processus de planification stratégique devrait s'adosser à un référentiel objectif de travaux de réflexion et d'analyse scientifique des problématiques et limites en vue d'identifier les voies et moyens à mêmes de relever les défis et de concrétiser les choix et objectifs nationaux de développement. Il devrait traduire la volonté de toutes les composantes de la société civile et les ambitions et aspirations de la collectivité nationale tout entière vers un avenir meilleur.

C'est, justement, dans ce sillage que s'inscrit la consultation relative à l'agenda post-2015 sur «la Tunisie que nous voulons », organisée entre les mois de Mai et Septembre 2014, par le Ministère du Développement et de la Coopération Internationale avec le concours du SNU en Tunisie.

Les résultats de cette consultation, consignés dans ce document, ont révélé une série de priorités exprimées par les tunisiens ; lesquelles priorités ne manqueront

pas d'alimenter les travaux de concertation à tous les niveaux (global, sectoriel, national, régional, local etc...), ces priorités serviront de trame de fond pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et programmes susceptibles de répondre aux attentes des citoyens.

Au demeurant, ce processus de consultation sera renforcé en vue de garantir l'adhésion de toutes les composantes de la société civile au nouveau projet sociétal ambitionné par la Tunisie post-Révolution, d'aiguiser les fondements de la démocratie locale et de l'approche participative et de consolider, par la même, l'édifice de la bonne gouvernance dans son acception la plus exhaustive.

Ce nouvel élan de consultation et de concertation autour des choix fondamentaux et objectifs nationaux ne manquera pas de nous renseigner sur les priorités et préoccupations exprimées par les citoyens qui serviront, à leur tour, à asseoir un nouveau modèle de développement intégral, résilient et à même de concrétiser « la Tunisie que nous voulons ».

Noureddine ZEKRI
Secrétaire D'Etat
Au Développement et à la Coopération
Internationale



Mot du Coordonnateur Résident du SNU en Tunisie

La Tunisie que Nous Voulons

Avant-propos

L'année 2015 représente une étape au niveau global, qui voit la fin de la Campagne internationale pour atteindre les Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD), et le début d'un nouvel engagement de la Communauté internationale sur des nouveaux objectifs de développement durable (ODD), que le monde est entrain de définir, à travers la mise en place d'une multitude d'outils dont des Consultations locales et globales. Ces dernières aboutiront à ne pas en douter à une vision globale sur « Le Monde que nous voulons ».

C'est dans ce contexte global que se trouve la Tunisie, également entrain de franchir une étape importante de sa transition. En plein milieu de cette transition, les tunisiennes et les tunisiens ont pris le temps de participer à une consultation nationale qui contribuera à la vision globale attendue pour Septembre 2015.

C'est ainsi que le Secrétariat d'Etat au Développement et à la Coopération Internationale (SEDCI), avec l'appui du Système des Nations Unies en Tunisie, et la contribution active de la société civile, s'est inspiré de l'initiative internationale qu'est "Le Monde que Nous Voulons" pour lancer "La Tunisie que Nous Voulons".

La démarche était simple : distribuer des questionnaires ou organiser des cercles de discussion pour délimiter les priorités et les aspirations des citoyens. Plus de 10.000 Tunisiens ont été consultés et leurs voix entendues durant l'été 2014. Les questionnaires ont été remplis en format électronique, papier et même Braille pour les non-voyants. Enfants, femmes, citoyens ruraux, citadins, handicapés, adultes, etc. : les citoyens de tout bord ont ajouté leur pierre à l'édifice de la Tunisie qu'ils voudraient voir devenir.

Les résultats ont démontré que les Tunisiens avaient six priorités majeures : une meilleure éducation, moins de signes de pauvreté et une meilleure alimentation, un meilleur système de santé, de meilleures offres d'emploi, une gouvernance plus performante et, moins de disparités régionales. Tous ces points, et six autres encore, sont vues par les sondés comme étant les chantiers majeurs que le Peuple Tunisien (gouvernement, société civile et citoyens) devra entreprendre entre 2015 et 2030.

La Tunisie a donné l'exemple avec sa révolution, ensuite à travers le consensus que ses politiciens ont suivi, puis avec la Constitution qu'elle a promulgué. En incluant les Objectifs du Développement Durable dans ses prochains plans de développement, et en œuvrant à les réaliser, la Tunisie brillera encore plus, dans sa région et par le monde. Au nom du Système des Nations Unies, nous nous engageons à soutenir ce processus.

Mounir Tabet

Coordinateur Résident

Système des Nations Unies en Tunisie

SYNTHESE DU RAPPORT

Alors que les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD, 2000-2015) touchent à leur fin, le monde s'apprête à entrer dans une nouvelle ère, celle des Objectifs du Développement Durable (ODD), dont la réalisation est programmée jusqu'à l'horizon de l'année 2030.

Mettre en place les ODD s'est fait de manière consultative et inclusive pour que "Le Monde que Nous Voulons" soit le plus représentatif possible. Cette démarche est celle de l'instauration de l'Agenda Post-2015 pour le Développement.

Dans ce contexte, les Nations Unies (ONU) ont lancé en 2013 la consultation "MY World", un questionnaire en ligne auquel tout citoyen du monde peut participer. Ils sont plus de 5 million à l'avoir rempli aujourd'hui, et il continuera à être en ligne jusqu'à fin 2015. Certains Etats membres de l'ONU ont par ailleurs mené ces consultations de manière autonome, donnant aux consultations un caractère local, une appropriation nationale.

C'est ainsi que la Tunisie a rejoint ce processus, en Mai 2014, avec pour approche de la consultation le partenariat entre gouvernement et société civile. La conduite du travail a été l'œuvre du Secrétariat d'Etat au Développement et à la Coopération Internationale (SEDCI), avec l'appui du Système des Nations Unies (SNU) et la participation active de la société civile. Le SEDCI a ainsi pris l'initiative de s'inspirer de MY World, afin d'élaborer un questionnaire national, spécifique à la Tunisie, et de le distribuer en versions papier et numérique durant l'été 2014.

Le SEDCI a également organisé et participé à plusieurs rencontres citoyennes, avec la société civile et des représentants de plusieurs administrations, dans différents gouvernorats (Tunis, Ben Arous, Bizerte, Le Kef, Kasserine et Médenine). Ces assises et cercles de discussion, se sont déroulés dans un climat de confiance mutuelle et en toute transparence.

Entre les participants de MY World, ceux du Questionnaire National et les citoyens présents lors des rencontres, plus de 10.000 Tunisiens ont exprimé leurs avis sur la Tunisie qu'ils voudraient voir demain. Ce rapport, "La Tunisie que Nous Voulons", reflète leurs aspirations et recommandations, parfois reprenant leurs propres expressions. Il n'a pas, de ce fait, pour ambition d'être un rapport d'analyse mais il essaie de refléter fidèlement les priorités des Tunisiennes et des Tunisiens, à travers la présentation des consultations sur le terrain avec la société civile et des questionnaires élaborés à cet effet.

Les résultats ont montré que le Tunisien se soucie essentiellement de la qualité de l'éducation de ses enfants. Il souhaite également réduire la pauvreté et avoir une nourriture saine, recevoir de meilleurs services de santé et trouver des emplois qui conviennent à ses qualifications. Il réclame aussi moins de disparités régionales. Mais le Tunisien exige avant tout une bonne gouvernance pour que tous ces domaines de préoccupations, et d'autres encore, fonctionnent convenablement et de manière durable.

Les priorités choisies par les Tunisiens se présentent de ce fait, comme suit :

1. Une meilleure éducation.
2. Moins de pauvreté et le droit à une nourriture de qualité.
3. De meilleurs soins de santé.
4. De meilleures offres d'emploi.
5. Une meilleure gouvernance.
6. Moins de disparités régionales.
7. Garantir la sécurité.
8. De meilleures connexions aux réseaux de l'eau potable et d'assainissement.
9. Moins de discrimination, de persécutions et d'inégalités.
10. De meilleurs moyens de transport.
11. Un meilleur accès aux TIC.
12. La protection de l'environnement.

Les consultations continueront jusqu'à la fin de l'année 2015. Ceux qui y ont participé jusqu'à présent espèrent que leurs recommandations vont être considérées et prises en compte ; ils insistent également pour que les prises de décision futures suivent la même démarche de ce travail, qui consiste à faire participer la société civile. Ce rapport pourrait aussi être pris en compte dans le processus de planification économique et sociale en Tunisie après 2014. Le Système des Nations Unies se tient prêt à fournir son appui pour la réalisation de ces objectifs de Développement durable et d'appuyer les travaux de planification en Tunisie.

I. Des OMD aux ODD : l'Agenda Post-2015

Alors que le monde approche de l'année 2015, la date butoir fixée pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), un processus de réflexion s'est enclenché sur l'avenir du développement mondial. Les OMD ont constitué depuis l'année 2000 le cadre d'action, avec comme première étape d'évaluation l'année 2015. Cette échéance arrivant, l'heure est à l'évaluation et au recentrage des objectifs.

La fixation de "l'Agenda Post-2015" est une occasion d'inaugurer une nouvelle ère de développement à l'échelle internationale, celle qui pourrait aboutir à éradiquer l'extrême pauvreté et conduire à un monde de prospérité, de paix, d'équité et de dignité pour tous.

De nouveaux enjeux apparaissent désormais comme étant des priorités : préservation de l'environnement, le changement climatique, la promotion de la sécurité, la bonne gouvernance... La formulation de l'agenda qui se dessine doit être élargie pour impliquer directement tous les membres de la communauté internationale. Cet élargissement consacre la dimension développement durable, dont une première étape a été lancée lors du Sommet de la Terre en 2012 où les États présents à Rio ont jeté les bases d'un agenda de développement durable fondé sur une série d'objectifs quantitatifs se référant aux OMD.²

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) gagneraient à être «concrets, concis, et faciles à comprendre, en nombre limité, ambitieux, d'envergure mondiale et susceptibles d'être appliqués dans les pays compte tenu des réalités, des ressources et du niveau de développement respectif ainsi que des politiques et des priorités nationales». La réflexion initiée pour la proposition d'ODD a permis de tracer les premiers contours d'un futur agenda. Les ODD se veulent inclusifs et complets, reflétant l'avis des peuples et non ceux des experts. C'est une approche ascendante qui s'adresse tant aux populations les plus démunies, celles dont on entend rarement la voix, qu'aux citoyens urbains, "citoyens du monde" et autres. Les consultations nationales qui ont collecté les voix de tous ces gens se placent sous la bannière du "Monde que Nous Voulons"³ qui va, par conséquent, tracer l'Agenda Post-2015 pour le Développement.

Le présent rapport est une synthèse des résultats d'une consultation nationale menée dans ce cadre en Tunisie par le Secrétariat d'Etat au Développement et à la Coopération internationale (SEDCI), avec l'appui du Système des Nations Unies en Tunisie et à laquelle ont participé plus de 10.000 personnes. Un effort particulier a été fait pour atteindre les pauvres, les personnes marginalisées et celles dont on n'entend généralement pas ou peu la voix avec un engagement important de la société civile.

II. Les Consultations en Tunisie

² <http://www.uncsd2012.org/>

³ <http://www.worldwewant2015.org/>

1. Choix de la Tunisie et sa pertinence

Au commencement en 2012, le processus de consultations a été conduit dans 88 pays. Les résultats de cette première phase, qui s'est achevée en 2013, sont repris dans *Un Million de Voix : Le Monde que Nous Voulons*.⁴ Une deuxième phase a ensuite été entamée début 2014, pour désormais englober 124 pays. "Le Monde que Nous Voulons" s'élargit jour après jour, et la Tunisie y figure pleinement.⁵

C'est ainsi que le lancement officiel de la consultation nationale en Tunisie a eu lieu **le 27 Mai 2014**. Avec l'Azerbaïdjan, le Cambodge, la Corée du Sud, l'Indonésie, la Jordanie, le Lesotho et Sainte Lucie, la Tunisie appartient au groupe de pays où la consultation sur l'Agenda Post-2015 est axée sur la collaboration et le partenariat entre le gouvernement et la société civile.⁶

Le **Secrétariat d'Etat au Développement et à la Coopération Internationale** (SEDCI) tunisien, avec l'appui du Système des Nations Unies (SNU) en Tunisie et la participation de la société civile, a mis sur pied "La Tunisie que Nous Voulons",⁷ qui est la version tunisienne de l'initiative globale présentée plus haut. Les résultats du travail pourront contribuer, avec la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD)⁸ et d'autres travaux, à l'élaboration du prochain plan de développement économique et social de la Tunisie, mais également aux projets que soutient l'ONU dans le pays.

Tenue comme modèle pour la réussite de sa transition démocratique amorcée en janvier 2011, la Tunisie occupe une place particulière parmi les pays du "Monde que Nous Voulons". Ce document pourra ainsi servir comme une contribution de la Tunisie lors de la tenue de l'Assemblée Générale des Nations Unies en Septembre 2014, et à la Réunion Mondiale de Haut Niveau pour le Partenariat avec la Société Civile qui aura lieu au Cambodge, en Octobre 2014.

⁴ UNDG, *Un Million de Voix : Le Monde que Nous Voulons*, 2013

⁵ <http://www.worldwewant2015.org/sitemap#thematic>

⁶ <http://www.worldwewant2015.org/civilsociety2015>

⁷ <http://www.mdc.gov.tn/index.php/2012-05-05-09-36-04/objectif-developpement-durable>

⁸ SEDD, Stratégie Nationale du Développement Durable, 2014 (non publiée)

2. Méthodologie

"La Tunisie que Nous Voulons" a été conduite suivant trois grands volets :

I. Les **consultations nationales**, où des représentants du SEDCI et du SNU sont allés rencontrer des citoyens dans les régions pour discuter avec eux du devenir du pays.

II. Le **Questionnaire National** (QN) qu'a préparé le SEDCI. Il a été posté en ligne, mais c'est à sa version papier que la plupart des répondants ont eu accès. En effet, jugeant que la version électronique ne toucherait qu'une partie de la population, le SEDCI, avec l'appui du SNU, a imprimé et distribué le QN à travers ses directions régionales de développement (DDR). "La Tunisie que Nous Voulons» a ainsi été rendu accessible à des zones assez reculées, et environ 3.000 copies du questionnaire ont été remplies (plus 180 réponses en ligne -dont 103 seulement ont été retenues). L'analyse s'est faite suivant la méthode SPSS.

III. **MY World**,⁹ le questionnaire standard de la campagne du "Monde que Nous Voulons". Celui-ci est resté essentiellement en ligne, et près de 7.300 Tunisiens y ont participé. La simplicité du questionnaire l'a rendu accessible auprès des jeunes populations.

La classification des priorités s'est faite de manière qualitative par un assemblage des résultats de ces trois démarches. Les priorités ont été divisées en deux groupes : priorités de première catégorie (1-6), et priorités de deuxième catégorie (7-12).

Le langage du rapport est simple, narratif, reprenant le plus fidèlement possible les avis et souhaits des participants, ces citoyens qui sont les acteurs-clés de la Tunisie Post-2015. Ceci n'est ni un document académique, ni technique. De ce fait, ce rapport n'a pas pour objet d'être analytique mais plutôt de présenter, le plus fidèlement possible, les résultats de l'enquête citée ci-dessus.

Il est à noter par ailleurs que ces consultations ont été effectuées dans une période record de trois mois. La première réunion de préparation s'est déroulée début Mai 2014, et la dernière consultation a eu lieu le 12 Aout 2014. Cette période était donc celle de l'élaboration d'une stratégie de travail et d'un Questionnaire National, de l'action de terrain, de la collecte des données, de l'analyse et enfin de la publication du rapport.¹⁰

⁹ <http://vote.myworld2015.org/>

¹⁰ Consultant National de l'Agenda Post-2015 chargé des consultations et de l'élaboration du rapport : Youssef Cherif. Statisticien Principal pour l'analyse des résultats du QN : Dhia el Hak Ammar.

3. Les Consultations

Etant donné le court délai imparti à cette initiative, six gouvernorats sur les 24 que compte la Tunisie ont été choisis pour la tenue des rencontres régionales afférentes à la consultation, à savoir Bizerte, Kasserine, Le Kef, Mahdia, Sfax et Médenine. Mais dans l'ensemble, le SEDCI et le SNU ont pu conduire une douzaine de consultations citoyennes, dans ces régions et ailleurs.

Les rencontres se sont faites soit sur l'initiative du SEDCI, soit suite à celle des agences du SNU. Il y a eu également des rencontres improvisées, durant lesquelles le SNU a participé à des manifestations déjà programmées par certaines agences ou d'autres organisations partenaires. Les organisateurs ont veillé à ce que la société civile participe à chaque fois à ces activités :

- *Mahdia* (22 Mai 2014). Durant la "Retraite des Volontaires des Nations Unies (VNU) de Tunisie", une semaine avant le lancement officiel de "La Tunisie que Nous Voulons", une sensibilisation des 20 VNU a eu lieu, leur participation au processus étant encouragée. Une rencontre similaire s'est déroulée lors du "Café des Volontaires", organisé par les VNU et d'autres organisations de la société civile, le 13 Juin à *Tunis*.¹¹
- *La Manouba* (23 Mai 2014). L'UNESCO a pris l'initiative de faire un workshop portant sur la place des médias dans l'Agenda Post-2015, et ce, avec les étudiants de l'Institut de Presse et des Sciences de l'Information (IPSI- l'école de journalisme de Tunis), sous le thème : "Liberté des médias pour un développement humain". Le thème le plus abordé était : la gouvernance.¹²
- *Tunis* (27 Mai 2014). Le lancement officiel des consultations nationales pour l'élaboration de l'Agenda Post-2015 avec la participation des représentants régionaux du SEDCI ainsi que de divers ministères, les différentes agences du SNU et des membres de la société civile tunisienne. Les quelques cent participants ont eu un aperçu sur le "Monde que Nous Voulons", et travaillé sur quatre thématiques proposées et inspirées des ODD : l'économique, l'écologique, le social et la gouvernance. Le travail produit est la base de la Matrice des Priorités Nationales post-2015 (ci-dessous).
- *Sfax* (11 Juin 2014). La Direction du Développement Régional (DDR -SEDCI) du Gouvernorat de Sfax a pris l'initiative d'organiser une consultation en présence du Gouverneur, des membres de la société civile, de l'administration tunisienne et de la classe politique de la région. Une centaine de personnes ont participé à cet événement,

¹¹ http://www.iom-tunisie.org/actualites_details.php?id=98

¹² http://www.unesco.org/new/fr/rabat/about-the-office/single-view/news/journee_de_reflexion_lunesco_soutient_les_medias_libres_pour_un_developpement_humain/#.VAsUFPI5OkY

qui a pris la forme d'échanges de vues entre les personnes présentes. Les Thèmes les plus abordés étaient : la santé, la réduction de la pauvreté, l'éducation et l'écologie.¹³

- *Ben Arous* (12 Juin 2014). Un événement similaire à celui de Sfax a été organisé par la DDR de Ben Arous. Une centaine de personnes étaient présentes à cette manifestation.

- *Bizerte* (12 Juin 2014). La rencontre de Bizerte s'est déroulée avec la présence d'une centaine de personnes qui ont discuté des problèmes de la région et des solutions proposées avec l'équipe de l'Agenda Post-2015 et celle du SEDCI. Les thèmes les plus abordés étaient : la santé, la réduction de la pauvreté, l'éducation et l'emploi.

- *Médénine* (18 Juin 2014). L'Office de Développement du Sud (ODS¹⁴ -SEDCI), en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a invité les représentants locaux et les membres de la société civile des différentes localités du gouvernorat à une table ronde consacrée à l'Agenda Post-2015. Les Thèmes les plus abordés étaient : réduire la pauvreté, réduire les disparités régionales, l'emploi et la gouvernance. Plus de 30 associations locales et régionales ont pris part à cette manifestation.¹⁵

- *Kasserine* (22 Juin 2014). L'UNICEF a organisé des consultations avec les enfants de la région de Kasserine, en collaboration avec l'"Association 23 Décembre" et "Houna Kasserine pour la Culture et les Médias". Le SEDCI était également présent. Les thèmes sur lesquels les enfants ont travaillé, inspirés de MY World et du QN (SEDCI), ont porté sur la santé, l'éducation, l'environnement, la liberté, la sécurité, la culture et les loisirs, les moyens de communication, le transport, l'alimentation et l'eau. Les interventions des quelques cent enfants participants revenaient souvent sur les questions relatives à la sécurité, ainsi qu'à l'éducation, l'environnement, la pauvreté...¹⁶

- *Le Kef* (24 Juin 2014). L'UNICEF, en collaboration avec l'association "Oyoun Ettoufoula", a invité des enfants de la région pour discuter de l'avenir du pays. L'éducation était présente dans les exposés des 40 enfants participant à cette rencontre, ainsi que les problèmes de sécurité, de transport, de la santé, etc. Tout comme à Kasserine, c'est en

¹³ <http://www.radiosabrafm.net/archives/8694>;

<http://www.ods.nat.tn/fr/index.php?id=33s://www.facebook.com/photo.php?v=526594430779483>

¹⁴ <http://www.ods.nat.tn/fr/index.php?id=33>

¹⁵ <http://www.tap.info.tn/ar/index.php/regions-2/42953-%D9%85%D8%AF%D9%86%D9%8A%D9%86-%D8%AA%D8%AD%D8%AA%D8%B6%D9%86-%D8%A3%D8%B4%D8%BA%D8%A7%D9%84-%D8%A7%D8%B3%D8%AA%D8%B4%D8%A7%D8%B1%D8%A9-%D8%AC%D9%87%D9%88%D9%8A%D8%A9-%D8%AD%D9%88%D9%84-%D8%A3%D8%AC%D9%86%D8%AF%D8%A7-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D9%86%D9%85%D9%8A%D8%A9-%D9%84%D9%85%D8%A7-%D8%A8%D8%B9%D8%AF-%D8%B3%D9%86%D8%A9-2015%3E> ;
http://www.radionationale.tn/tataouine/index.php?option=com_content&view=article&id=16292:-----2015&catid=134:2012-01-21-07-34-58&Itemid=785

¹⁶ UNICEF, "Consultation nationale pour l'Agenda Post-2015 : Les enfants s'expriment sur la Tunisie qu'ils voudraient" < <http://www.unicef.org.tn/actualites/consultation-nationale-pour-lagenda-post-2015/>>

faisant des dessins et en s'entraînant à la prise de parole que les participants se sont exprimés.¹⁷

- *Tunis* (17 Juillet 2014). Lors d'une rencontre organisée par le haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (HCDH), réunissant des associations représentant les personnes handicapées, le Questionnaire National et les flyers de "La Tunisie que Nous Voulons", le tout imprimé en Braille, ont été distribués aux personnes non/ou mal voyantes, ainsi qu'aux associations travaillant avec ces mêmes communautés. 15 associations de mal/non voyants ainsi que des handicapés moteurs, des sourds et mal-entendants étaient présents. Les thèmes les plus abordés étaient l'insertion des handicapés, l'environnement et l'accès à des soins de qualité.

- *Bizerte* (12 Aout 2014). La célébration de la Journée Internationale de la Jeunesse pour l'année 2014 a eu lieu sous le thème de l'Agenda Post-2015. A cette occasion, onze agences et programmes des Nations Unies en Tunisie (UNFPA, Programme VNU, OIM, PNUD, UNESCO, OIT, HCDH, UNICEF, UNIDO, ONU Femmes, ONUSIDA) avec l'appui du Bureau du Coordinateur Résident et le SEDCI, ont lancé une consultation nationale auprès des jeunes sur l'Agenda de Développement Post-2015. Plus de 80 jeunes âgés de 15 à 29 ans, issus des 24 gouvernorats de la Tunisie sont venus discuter de leur vision de la Tunisie de demain et formuler des recommandations à ce propos. Ils ont été répartis en six groupes de travail, portant sur des thématiques prioritaires pour les jeunes (Education, Emploi, Santé, Participation, Mobilité, Crimes et violences). Leurs recommandations sont annexées à ce rapport (cf. Annexe II). A l'issue de la consultation, les participants ont déclaré vouloir poursuivre ce travail de consultation, l'élargir à un plus grand nombre de jeunes tout en notant la nécessaire implication des parties gouvernementales concernées.¹⁸ La rencontre de Bizerte a été suivie par une autre rencontre, organisée à l'occasion de la Journée Mondiale de la Population (11 Juillet 2014) : le "Café Chantant Jeunesse" de *Tunis*, où un nombre de jeunes a pris connaissance de l'Agenda Post-2015.¹⁹

- *Tunis* (14-15 Aout 2014). Le Secrétariat d'Etat à la Gouvernance et à la Fonction Publique (SEGFP), avec l'appui du PNUD et la participation de représentants gouvernementaux et de la société civile, a organisé un atelier technique sur la thématique des indicateurs pour la gouvernance dont les résultats seront consignés dans un rapport qui sera publié avant la fin de l'année 2014. Cette initiative devra permettre à la Tunisie de finaliser sa contribution aux discussions au niveau mondial relatives à l'ODD en matière

¹⁷ Id.

¹⁸ http://www.attounissia.com.tn/details_article.php?a=131927&t=124&lang=ar&temp=1 ;
<http://tunisia.ion.int/news/l%E2%80%99oim-prend-part-%C3%A0-la-consultation-nationale-pour-les-jeunes-sur-les-odd-post-2015-%C3%A0-bizerte>

¹⁹ <http://www.unfpa-tunisie.org/index.php/fr/actualites/1-actualites/250-cafe-chantant-jeunesse-celebration-de-la-journee-mondiale-de-la-population-2014.html>

de Gouvernance et d'inclure, par ailleurs, cette dimension dans la planification et la prospective aux niveaux national et local. Les consultations en cours se poursuivront d'ici la fin de l'année et incluront, entre autres, une consultation à travers les médias sociaux dans le cadre d'un *Social Good Summit* qui sera organisé à la fin du mois de septembre.

4. Données Quantitatives

Les données chiffrées relatives à la participation aux consultations démontrent que plus de 10.000 citoyens ont été impliqués, sur terrain et en ligne -avec l'aide des réseaux sociaux et des pages créées depuis fin Mai 2014. Ils se présentent comme suit :

- *Followers* sur Twitter (Juin- Août 2014): 150+
- Fans sur Facebook (Juin-Aout 2014) : 1.500+
- Consultations (Mai- Aout 2014) : 700+
- Questionnaire National (Juin 2014) : 2.897
- MY World Tunisie (2013- Septembre 2014) : 7.300+

III. Les Thèmes de MY World

Près de 7300 Tunisiens ont participé à MY World, ayant pour la plupart terminé leur éducation secondaire (77%), et 78% d'entre eux ont entre 16 et 45 ans. Ils ont été amenés à faire 6 choix sur les 16 présentés ci-dessous.

C'est de ces 16 points que le Questionnaire National (QN) a été inspiré, et ensuite finalisé, conformément aux résultats des travaux de groupe de la session de lancement des consultations nationales pour l'élaboration de l'Agenda Post-2015 (27 Mai 2014):

- Un accès au téléphone et à Internet.
- La prise de mesures contre le changement climatique.
- La protection contre le crime et la violence.
- De meilleures offres d'emploi.
- Les libertés politiques.
- Un approvisionnement en énergie fiable chez soi.
- Une bonne éducation.
- La protection des forêts, des rivières et des océans.
- La protection contre la discrimination et la persécution.
- Un soutien à ceux qui ne peuvent pas travailler.
- Un gouvernement réactif et honnête.
- Une alimentation nourrissante à un prix abordable.
- Un accès à l'eau potable et à l'assainissement.
- Un meilleur système de santé.
- L'égalité entre hommes et femmes.
- De meilleurs transports en commun.

Il est à noter que MY World continuera à fonctionner après la publication de ce rapport, et ce jusqu'à la fin 2015, et que les Tunisiens sont toujours invités à y participer. Les résultats peuvent être consultés à ce jour ici :

< www.worldwewant2015.org ==> Trends and Outcomes ==> MY World Dataset ==> View ==> Countries and Regions ==> Tunisia >

IV. Matrice des Priorités Nationales Post-2015

Les thèmes et leurs indicateurs suivants ont été inspirés des ODD de "MY World", et concernent uniquement la Tunisie. Ils sont le fruit de la collaboration entre le SEDCI, le SNU et la société civile. Ces points ont été retravaillés lors des travaux de groupe de la journée de lancement des consultations nationales pour l'élaboration de l'Agenda Post-2015 tenue le 27 Mai 2014. Les choix ont été faits selon la pertinence de la priorité pour la Tunisie :

Thèmes	indicateurs
Garantir à tous l'accès à l'éducation, la formation et à l'enseignement de qualité tout au long de la vie	- Performances selon les évaluations PISA - Acquis des élèves selon les évaluations TIMSS - Moyenne élève par classe par niveau d'étude - Ratio élèves/enseignant, ou taux d'encadrement - Taux d'accès au cycle du préscolaire - Taux nets de scolarisation - Taux d'abandon scolaire au cours de l'âge de scolarisation obligatoire (16 ans) - Taux d'analphabétisme de la population 15-24 ans - Nombre d'élèves par ordinateur - Taux de réussite au baccalauréat par filière - Dépenses totales de l'éducation en % du budget de l'Etat - Part des dépenses allouées à la formation professionnelle - Taux d'obtention d'un diplôme de la formation professionnelle initiale - Taux d'abandons dans le secteur de la formation professionnelle
Eradiquer la pauvreté extrême, réduire la pauvreté et favoriser l'inclusion sociale	- Proportion de la population disposant de moins d'un dollar par jour en parité du pouvoir d'achat - Proportion de la population occupée disposant de moins de 1 dollar PPA par jour - Taux de pauvreté - Indice d'écart de pauvreté - Taux de pauvreté infantile - Indicateurs de la pauvreté infantile par quintile - Indice de Gini d'inégalité de revenu - Part du quintile le plus pauvre de la population dans la consommation nationale - Revenu national net par habitant

Thèmes	indicateurs
Garantir le droit à la santé pour tous	- Espérance de vie à la naissance - Taux de mortalité infantile pour 1000 naissances vivantes - Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans - Taux de mortalité maternelle pour 100 milles naissances vivantes - Taux de couverture des femmes enceintes par au moins 4 consultations prénatales - Taux de prévalence contraceptive - Taux d'accouchements assistés - Taux des femmes surveillées après accouchement (8 jours et 40 jours /délégation) - Taux de couverture vaccinale - Taux de prévalence du VIH/SIDA - Nombre d'habitants par médecin - Nombre d'habitant par centre de santé de base - Nombre de lits actifs pour 1000 habitants - Besoins non satisfaits en matière de PF - % des centres de santé fournissant l'ensemble des services de SSR requis : soins prénataux, soins postnataux, assistance qualifiée à l'accouchement, services de traitement du VIH et PF
Garantir l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et la lutte contre la violence fondée sur le genre	- Indice de parité entre les sexes (IPS) dans l'éducation - Taux de scolarisation par genre - Pourcentage d'analphabétisme des femmes âgées de 15-24 ans par rapport aux hommes - Proportion des femmes salariées dans le secteur non agricole - Proportion des sièges occupés par les femmes au parlement national - Proportion des femmes haut fonctionnaires dans l'administration publique - Proportion des femmes à tous les niveaux dans les instances des médias et dans les organisations du secteur.
Garantir l'accès aux technologies de l'information et de la communication	- Proportion des ménages possédant un téléphone fixe - Nombre d'abonnés internet par 1000 habitants - Pourcentage de la population utilisant l'internet - Pourcentage de la population abonné à un service de téléphonie mobile - Dépenses en R-D rapportées au PIB - Nombre d'ordinateur par ménage

Thèmes	indicateurs
Lutter contre toute forme de discrimination et de violence	- l'ISDH : indicateur sexo-spécifique de développement humain - l'IPF : indicateur de la participation des femmes à la vie économique et politique
Garantir les droits des personnes handicapées	- Index Mondial de Persécution - Taux d'intégration des handicapés dans le milieu scolaire ordinaire - Nombre de personnes handicapées dans le marché de travail - Taux des personnes handicapées dans le marché de travail - Taux de couverture par les centres d'éducation spécialisé
Le branchement aux réseaux d'eau potable et aux circuits d'assainissement	- Taux de desserte en eau potable par gouvernorat - Population desservie en eau potable par gouvernorat - Taux de branchement des ménages en eau potable par gouvernorat - Nombre de ménages branchés en eau potable par gouvernorat - Indice d'exploitation de ressources renouvelables - Indice de qualité générale de l'eau - Part des eaux usées collectées et traitées par le système d'assainissements public - logements non raccordés à un système d'assainissement des eaux usées - taux de branchements au réseau d'assainissement et de traitement des eaux usées - taux d'épurations des eaux usées collectées - Exploitation de la ressource en eau par activité économique
Garantir la liberté politique et les droits fondamentaux	- Taux de participation aux élections présidentielles - Taux de participation aux élections législatives - Taux de participation aux élections municipales
Offrir de meilleures opportunités d'emploi et de travail décent et productif	- Population active occupée - Taux d'emplois - Taux d'emploi / proportion des diplômés de l'ES - Taux de chômage - Taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur
Garantir l'accès aux services de transport et développer la couverture de l'infrastructure routière	- Structure du transport par mode - Densité du réseau routier - Part du transport collectif

Thèmes	indicateurs
Gérer rationnellement les ressources naturelles (forêts, terrains agricoles, cours d'eau...)	- Superficie forestière incendiée - Proportion des zones forestières - Evolution du taux de couvert végétal - Evolution des proportions de zones terrestres et marines protégées - Parcs nationaux - Réserves naturelles - Biodiversité animale et végétale
Promouvoir les énergies renouvelables dans les secteurs d'activité et dans les foyers	- Evolution de la consommation d'électricité - Evolution d nombre de consommateurs d'électricité par centre de distribution et tension - Evolution de la production et de la consommation (GV) - Evolution du nombre des abonnés et de la longueur du réseau (GN) - Part des ressources énergétiques renouvelables dans la consommation finale - Production d'électricité issue des énergies renouvelables
Renforcer les capacités d'adaptation aux effets des changements climatiques	- Indicateurs énergétiques - Emissions de dioxyde de carbone/habitant - Emissions brutes de GES par source d'émission - Consommation des substances appauvrissant la couche d'ozone
Consolider et développer la bonne gouvernance	- Indice des Perceptions de la Corruption (IPC) - Les Agenda 21 locaux adoptés - les six Worldwide Governance Indicators («WGI») - Une loi organique sur le droit d'accès à l'information adoptée
Garantir un développement équitable à même de réduire les disparités intra et interrégionales	- Taux de chômage par région - Taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur par région - Taux de pauvreté par région - Taux de pauvreté infantile par région - Taux d'analphabétisme par région - Investissement public / habitant - Investissement privé / habitant - kilométrage de routes carrossables par km²/région.

Les objectifs **validés** à l'issue des travaux de groupe avec tous les partenaires du 27 Mai 2014 sont les suivants :

- ✓ Garantir à tous l'accès à l'éducation, la formation et à l'enseignement de qualité tout au long de la vie.
- ✓ Eradiquer la pauvreté extrême, réduire la pauvreté et favoriser l'inclusion sociale.
- ✓ Garantir le droit à la santé pour tous.
- ✓ Garantir l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et la lutte contre la violence fondée sur le genre.
- ✓ Garantir l'accès aux technologies de l'information et de la communication.
- ✓ Lutter contre toutes formes de discrimination et de violence.
- ✓ Garantir les droits des personnes handicapées.
- ✓ Garantir le branchement aux réseaux d'eau potable et aux circuits d'assainissement.
- ✓ Garantir les libertés publiques et les droits fondamentaux.
- ✓ Offrir de meilleures opportunités d'emploi et de travail décent et productif.
- ✓ Garantir l'accès aux services de transport et développer la couverture de l'infrastructure routière.
- ✓ Gérer rationnellement les ressources naturelles (forêts, terrains agricoles, cours d'eau...).
- ✓ Promouvoir les énergies renouvelables dans les secteurs d'activités et dans les foyers.
- ✓ Renforcer les capacités d'adaptation aux effets des changements climatiques.
- ✓ Consolider et développer la bonne gouvernance.
- ✓ Garantir un développement équitable à même de réduire les disparités intra et interrégionales.

Les consultations nationales et les questionnaires remplis et rendus durant la période allant de Juin à Août 2014, ont donné un résultat proche, mais pas similaire, avec l'ordre de priorités qui suit (par thématique) :

I. Première catégorie :

1. Une meilleure éducation.
2. Moins de pauvreté et le droit à une nourriture de qualité.
3. De meilleurs soins de santé.
4. De meilleures offres d'emploi.
5. Une meilleure gouvernance.
6. Moins de disparités régionales.

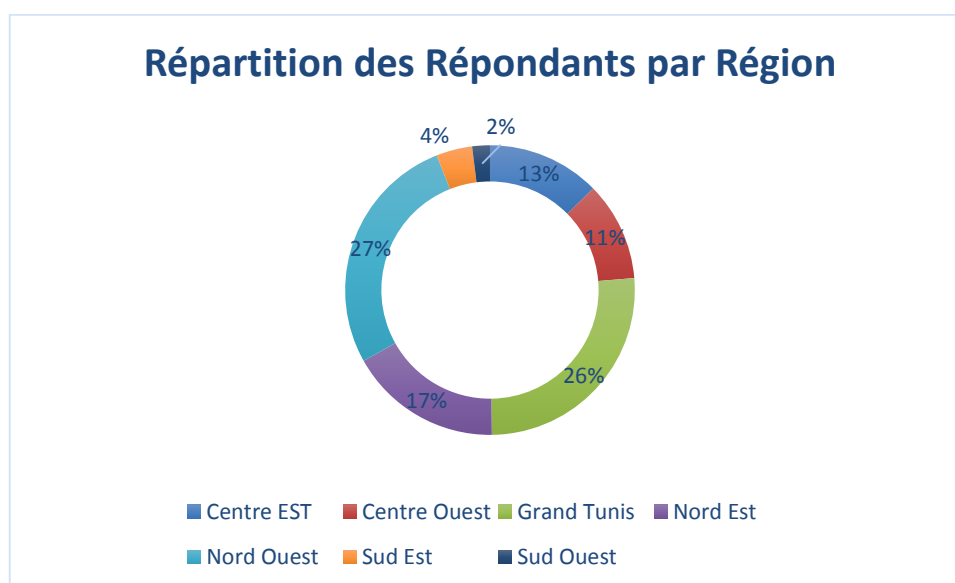
II. Deuxième catégorie :

7. Garantir la sécurité.
8. De meilleures connexions aux réseaux de l'eau potable et d'assainissement.
9. Moins de discrimination, de persécutions et d'inégalités.
10. De meilleurs moyens de transport.
11. Un meilleur accès aux TIC.
12. La protection de l'environnement.

V. Les Résultats de l'Enquête

Les 2897 répondants au Questionnaire National (cf. Annexe III), essentiellement dans sa version papier (moins de 200 ont répondu en ligne), sont géographiquement répartis

comme suit : Nord-Ouest (27%); Grand Tunis (26%); Nord Est (17%); Centre Est (le Sahel et Sfax, 13%) et Ouest (11%); Sud Est (4%) et Ouest (2%).



Les résultats de l'enquête ont été divisés entre une première catégorie de priorités et une deuxième catégorie, suivant la démarche mentionnée plus haut (méthodologie).

La première catégorie fait ressortir l'intérêt primordial que les Tunisiens portent à l'amélioration de l'éducation, ainsi qu'à la réduction des taux de pauvreté et la garantie d'une alimentation équilibrée. Ils sont également intéressés à l'amélioration des services sanitaires, des secteurs de l'emploi et la bonne gouvernance (ce dernier secteur renvoyant automatiquement à tous les autres). Une autre priorité non moins importante se dégage de cette consultation, à savoir la nécessité d'œuvrer en vue de mettre fin aux disparités régionales.

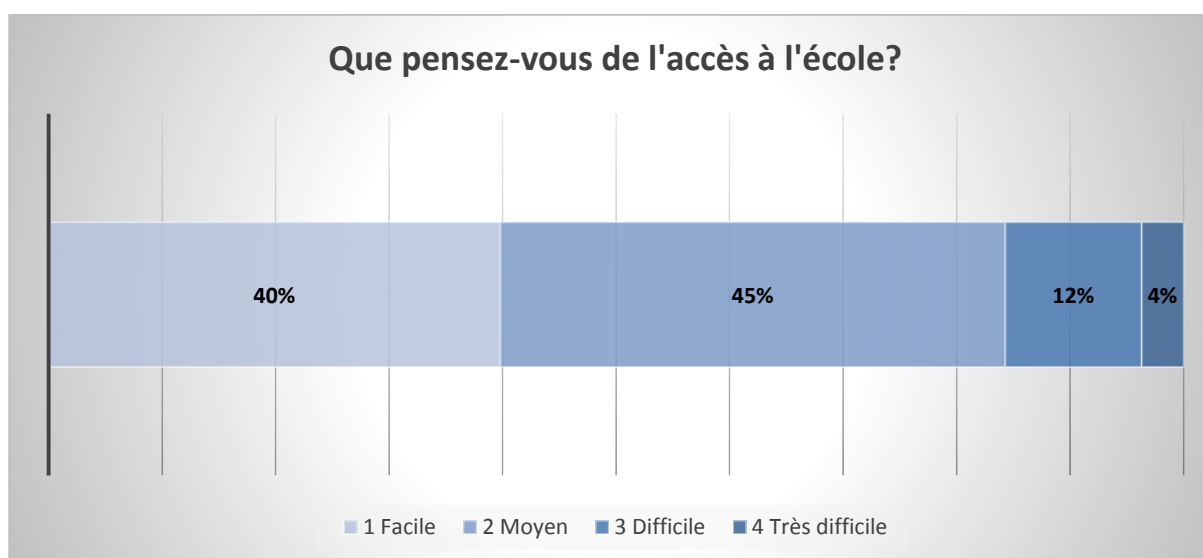
La Première Catégorie des Priorités

1. Education

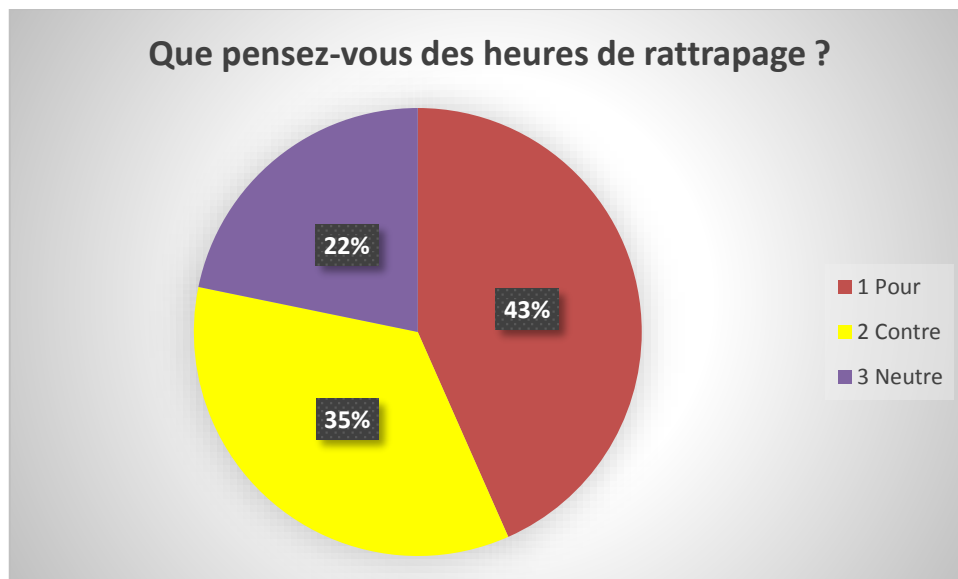
Que ce soit en ligne ou sur papier, c'est à l'éducation que l'intérêt des Tunisiens s'est porté en premier lieu. En effet, 85% des sondés du Questionnaire National estiment qu'il faut améliorer la qualité de l'éducation et de la formation professionnelle, un pourcentage qui correspond aux aspirations des participants Tunisiens à MY World (75%). Les problèmes relatifs à l'éducation étaient, par ailleurs, récurrents dans les propos de ceux qu'il a été permis de rencontrer.

Mais qui dit éducation en Tunisie parle souvent de la qualité de l'éducation plus que de l'accès. Ainsi, lorsqu'il a été demandé s'il était facile d'accéder à l'école, seuls 16% des répondants ont estimé que cela était difficile. Il ne s'agit donc plus de "l'éducation pour tous" telle que préconisée par les OMD, mais d'une éducation de qualité ; une thématique fondamentale des ODD.

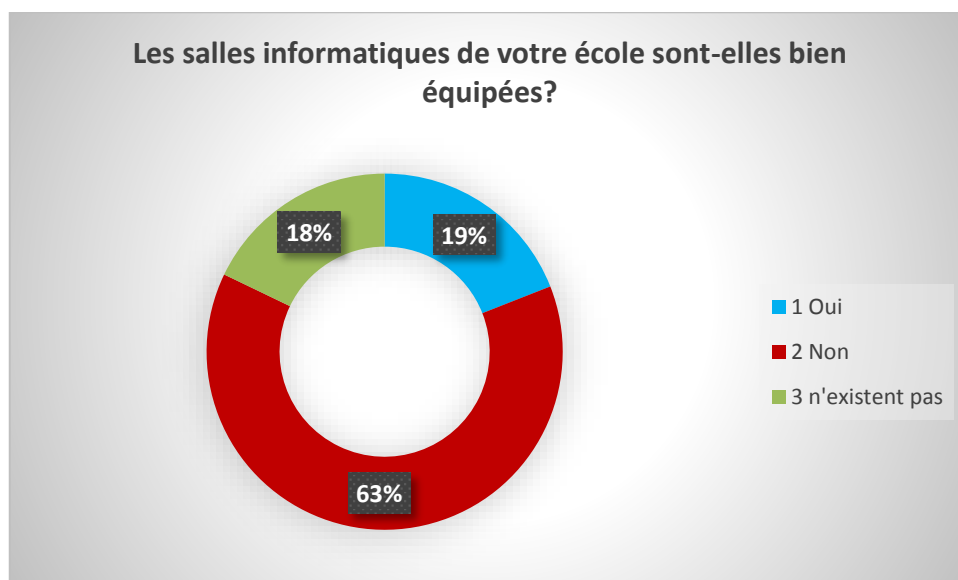
Ainsi, le groupe "Fleurs" des enfants de Kasserine, interviewés lors des consultations nationales, voudraient par exemple que les enseignants leur fassent aimer le cours, et non les obliger à apprendre la leçon par cœur.



Cependant, les questions relatives aux heures de rattrapage et à l'assistance qu'offrent les établissements scolaires aux élèves ont été approuvées par 43% des sondés qui trouvent que ce qu'offrent les enseignants en classe n'est pas suffisant. Ils sont cependant 35% à répondre qu'ils sont contre l'existence de ces cours. En effet, adultes et jeunes ont, tout au long des consultations, évoqué la question des cours particuliers ou de rattrapage, leurs coûts élevés, la contrainte qu'ils imposent aux élèves vu le nombre d'heures par semaine, etc....

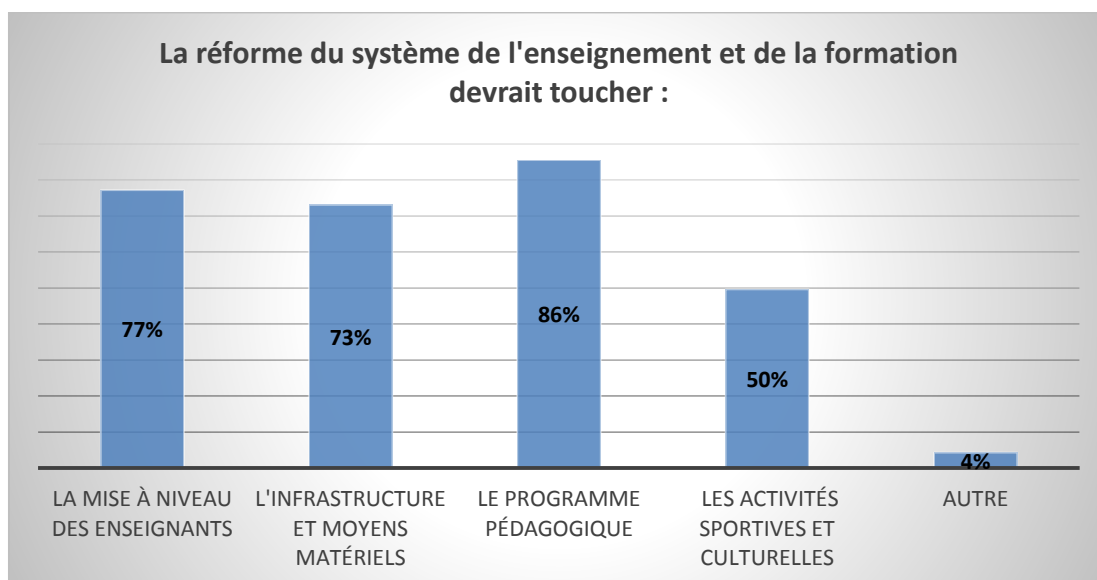


A la question traitant des salles informatiques à l'intérieur des écoles, une majeure partie des répondants a exprimé son mécontentement ; tandis qu'un cinquième des sondés s'est plaint de leur inexistence. Certains jeunes qui ont participé aux consultations ont évoqué le problème des salles informatiques fermées, ou parfois consacrées uniquement au corps enseignant ou administratif. Ils affirment que même si elles sont ouvertes, ces salles contiennent souvent des équipements désuets, endommagés ou volés.



S'agissant de la réforme du système éducatif, la plupart des répondants pensent qu'il faut réformer les programmes scolaires, mais également mettre à niveau les structures et les enseignants. 78% des sondés proposent une réforme urgente du système (*afin de développer l'esprit d'analyse et de critique, et de laisser à l'enfant la liberté de s'exprimer et de réfléchir*).

Par ailleurs, une moitié des sondés croit qu'il faut réformer les programmes sportifs et culturels. C'est ainsi par exemple que les enfants de Kasserine ont exprimé leur souhait de voir les sites archéologiques plus attractifs et le patrimoine immatériel mieux pris en considération. Ils ont aussi réclamé plus d'espaces culturels et de loisirs. *Quant aux enfants du Kef, pour le groupe "Avenir", ils recommandent plus de cours de musique et de théâtre, avec des programmes plus attractifs. Ces enfants ont enfin parlé de la nécessité d'avoir des théâtres, des cinémas et des parcs zoologiques dans leurs régions.*



En fait, l'élévation de l'éducation au niveau de première priorité s'inscrit dans la logique des mutations et nouvelles exigences de la société tunisienne. Selon les enseignements issus des consultations, l'éducation ne se limite pas aux cours et activités ludiques : c'est aussi les dépenses pour le matériel et les fournitures scolaires, les cours particuliers, les frais de transport, de logement, etc. La charge économique d'avoir des enfants à l'école, qui peut se prolonger jusqu'à la deuxième année du Mastère, est de plus en plus ressentie par les ménages tunisiens.

Par ailleurs, le chômage, qui constitue également une préoccupation des citoyens, voit ses racines dans le système éducatif, avec notamment des disciplines ou des formations qui ne préparent pas l'étudiant à l'insertion dans la vie professionnelle. Des parents ont fait part de ces problèmes lors des rencontres de Sfax, Bizerte et Médenine. D'autres ont quant à eux, fait le lien entre les mauvais résultats scolaires et la délinquance, voire le terrorisme.

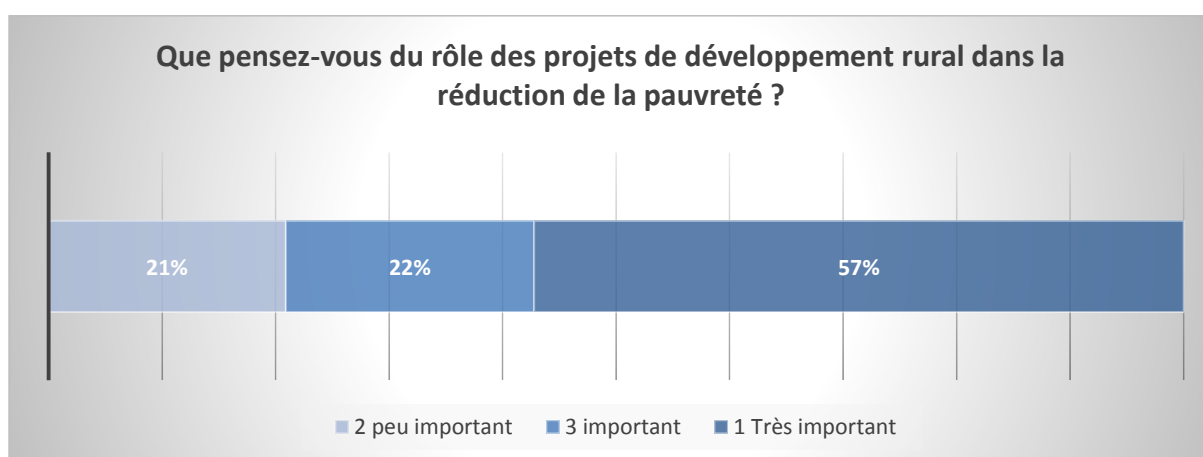
2. Pauvreté et Alimentation

Avec un pourcentage similaire à celui de l'éducation, la priorité « Réduire la pauvreté extrême et améliorer la nutrition » est un thème récurrent chez 84% des Tunisiens (QN). De

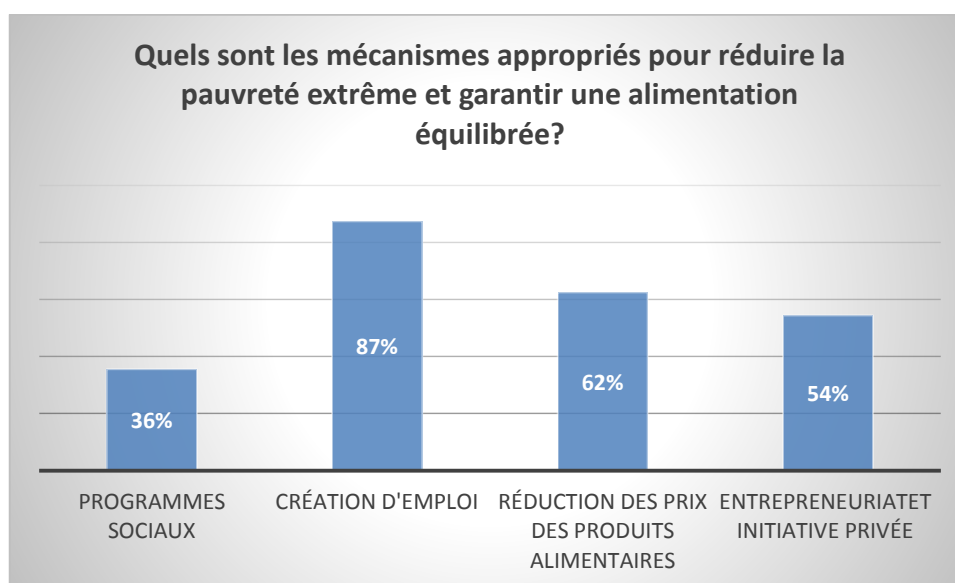
même, 31% de ceux qui ont voté sur MY World pensent qu'il faut subvenir aux besoins de ceux qui ne peuvent pas travailler pour les sortir de la pauvreté extrême. Quant à la nourriture abordable et de qualité, elle figure au sixième rang des priorités des Tunisiens dans MY World (44%).

Ces thèmes majeurs sur lesquels se sont basés les Objectifs du Millénaire pour le Développement restent encore d'actualité pour le pays. Cependant, il n'est plus question d'"éliminer la faim", mais plutôt d'"améliorer la qualité de la nourriture".

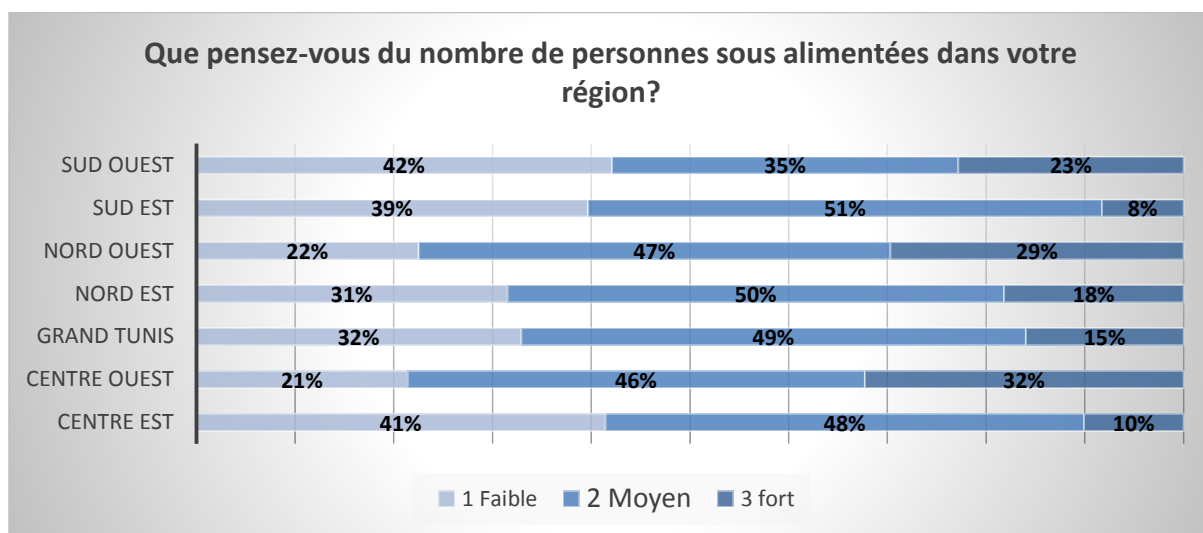
Plus de la moitié des sondés affirment, en outre, que le développement des zones rurales pourrait contribuer à la réduction des taux de pauvreté.



Les participants au Questionnaire National pensent également que la création d'emplois est primordiale pour réduire les taux de pauvreté, suivie par la réduction des prix, et le développement de la culture de l'entrepreneuriat. Seuls 36% pensent que les programmes sociaux peuvent contribuer à lutter contre ce fléau.



Les répondants sont, pour la plupart, d'accord que l'alimentation en Tunisie est appropriée. Toutefois, l'analyse fait ressortir des disparités entre les Tunisiens de la côte (ou de l'Est), et ceux de l'intérieur (la région Ouest). Ceux qui considèrent qu'il y a des personnes sous-alimentées sont essentiellement les habitants du Nord-Ouest, du Centre-Ouest et du Sud-Ouest.

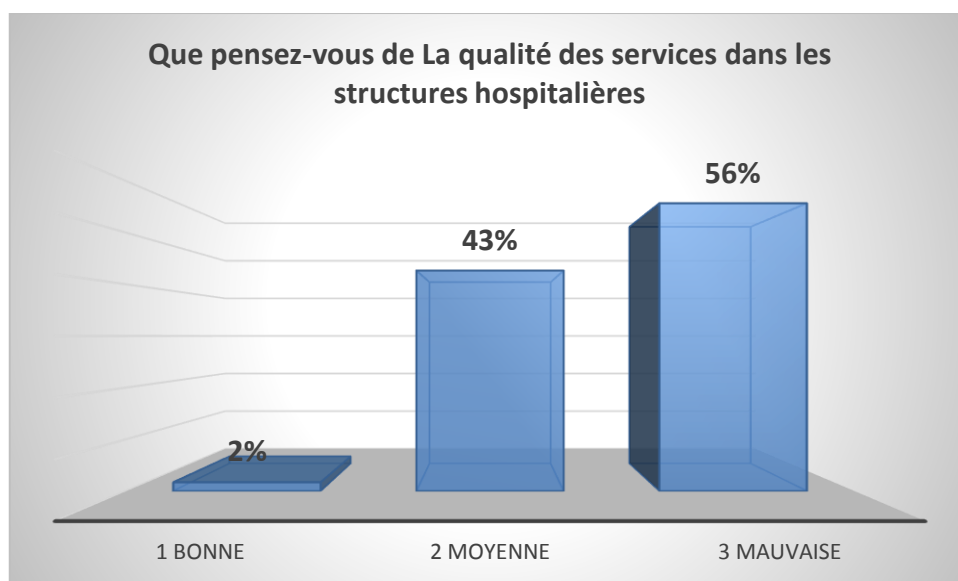


Une nouvelle stratégie pour l'économie de l'eau (objectif présenté plus bas), pour une meilleure distribution, serait tout aussi souhaitable, ce qui affecterait positivement l'alimentation, surtout dans les zones rurales de l'Ouest du pays. Une meilleure alimentation dans ces régions et un plan de développement durable les visant contribueraient à éliminer la pauvreté dans le pays.

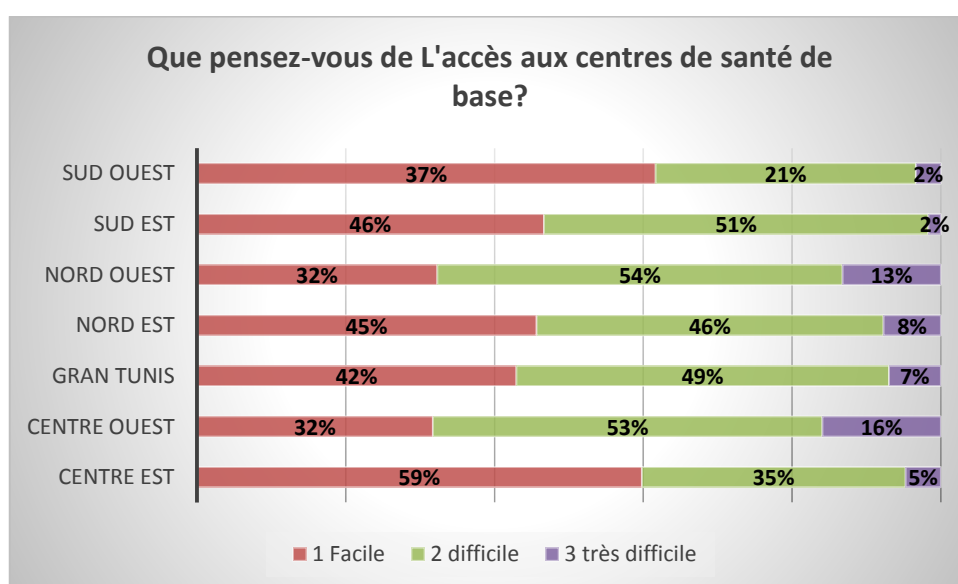
3. Santé

L'autre grande priorité que les Tunisiens voudraient voir traitée concerne l'accès aux soins médicaux. Relativement bien équipée en nombre d'hôpitaux et centres de soins, la Tunisie connaît toutefois des difficultés quant à leur équipement, leur entretien et leur modernisation. Ainsi 77% ont classé la santé comme une priorité sur le Questionnaire National, et 54% s'y sont penchés (à la troisième place) sur MY World.

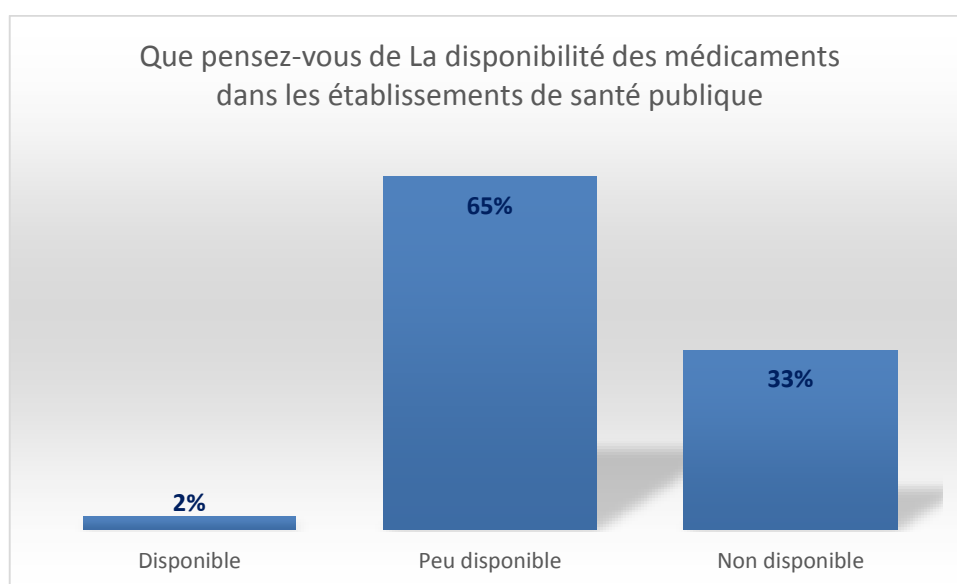
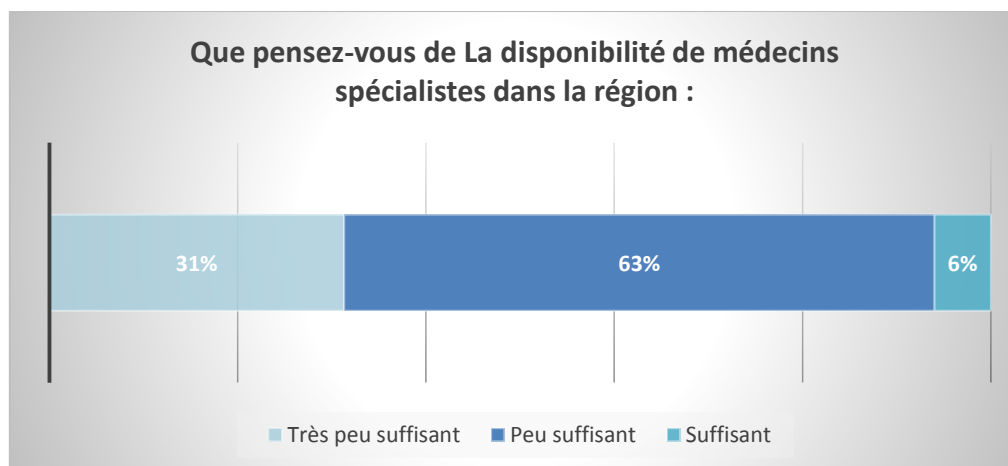
Seuls 2% des Tunisiens jugent que la qualité des services médicaux est bonne. Plus de la moitié la trouve médiocre.



L'accès aux établissements de santé s'avère difficile pour nombre de Tunisiens (58%). Ces pourcentages varient selon la région (la région de l'Ouest est celle où le Tunisien a le plus de difficulté à accéder aux soins de santé).



Quant à la disponibilité des médecins et des médicaments, 6% seulement trouvent que le nombre de médecins est adéquat, alors que 2% pensent que les médicaments sont disponibles de façon convenable. Les enfants de Kasserine ont proposé que les médecins poursuivant leurs études dans les grandes villes soient affectés dans les zones rurales.



Cette situation (disponibilité des médecins spécialistes) n'est pas spécifique à une région particulière de la Tunisie, mais s'étend à tout le pays comme le démontre le tableau suivant :

Que pensez-vous de La disponibilité de médecins spécialistes dans la région ?		
Région	très peu suffisant ou Peu Suffisant	Suffisant
Centre Est	82%	18%
Centre Ouest	99%	0%
Grand Tunis	89%	9%
Nord Est	95%	4%
Nord- Ouest	98%	1%
Sud Est	95%	3%
Sud-Ouest	60%	2%

La gouvernance du secteur de la santé -surtout pour ce qui est de la répartition équitable des services, la couverture médicale et de la qualité des soins- gagnerait à être revue.

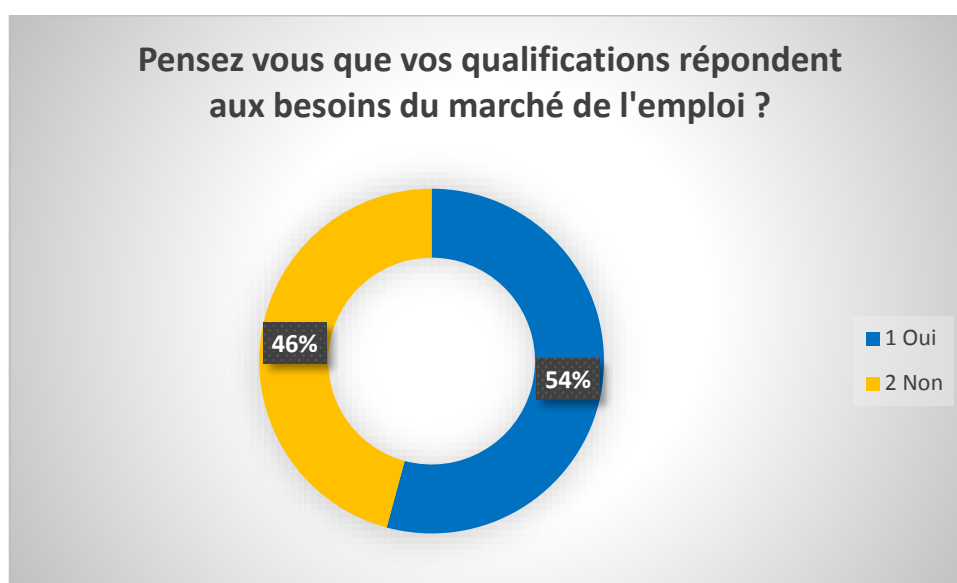
4. Emploi

Les problèmes liés au travail figurent parmi les priorités des sondés du Questionnaire National (QN). En effet, 72% d'entre eux se sont exprimés pour de meilleures opportunités

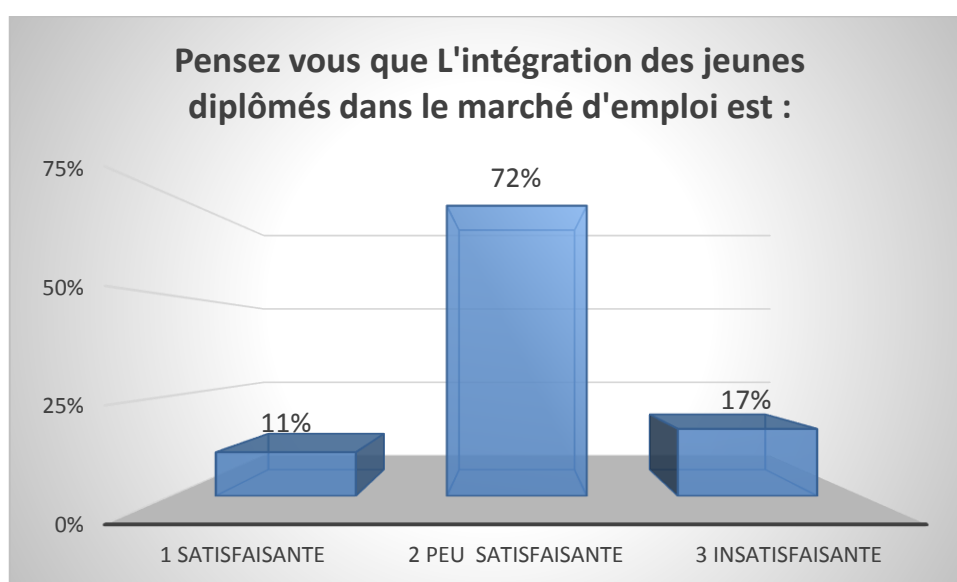
d'emploi. Quant aux participants de MY World, ils placent l'emploi (meilleures opportunités de travail) au niveau de la deuxième priorité (67%), juste après l'éducation.

L'emploi est directement rattaché à d'autres thématiques. Ainsi, les enfants de Kasserine par exemple ont fait le lien entre de meilleures opportunités de travail pour les parents et moins de pauvreté et une meilleure nourriture pour leurs enfants.

Parmi les sondés, le constat fait ressortir une divergence de points de vue quant à l'adaptation de la formation académique au marché de l'emploi. Les avis sont mitigés.



Les répondants sont cependant, pour la plupart, d'accord que l'intégration des jeunes diplômés dans le marché de l'emploi est problématique : seuls 11% en sont satisfaits.



La quasi majorité pense également que le recrutement se fait de manière peu objective, ce qui renvoie aux problèmes de bonne gouvernance et de la transparence dans les opérations de recrutement.²⁰



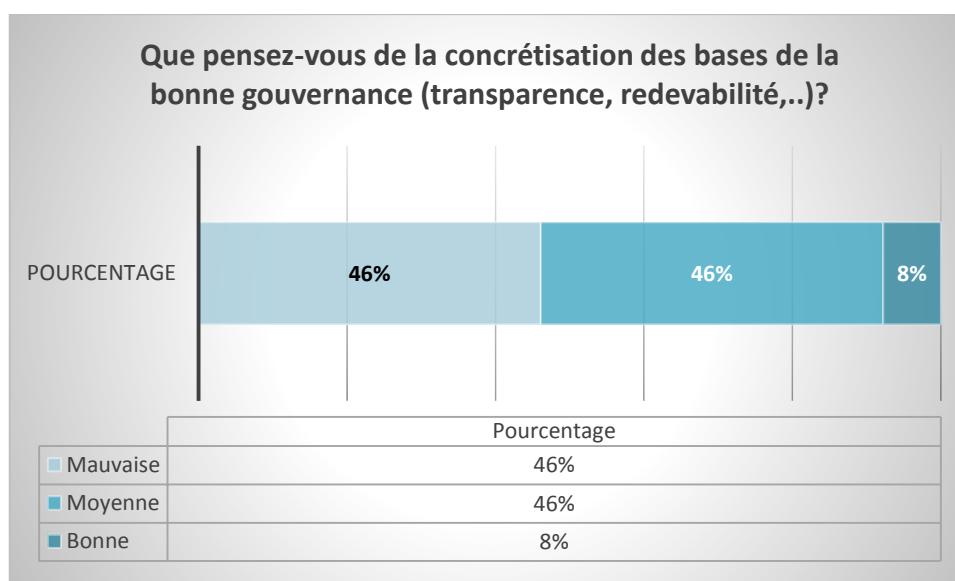
Offrir de meilleures opportunités de travail aux Tunisiens, selon ce qui est exprimé, requiert de procéder à deux réformes essentielles : celle de l'éducation -pour produire des profils pouvant s'intégrer facilement dans le marché du travail- et celle de la gouvernance -qui permet d'accéder à des emplois correspondant aux aspirations et qualifications.

²⁰ I. Diwan, "An Arab Spring: Demanding Good Governance", *The World Bank*, 2011
<<http://blogs.worldbank.org/governance/the-arab-spring>>

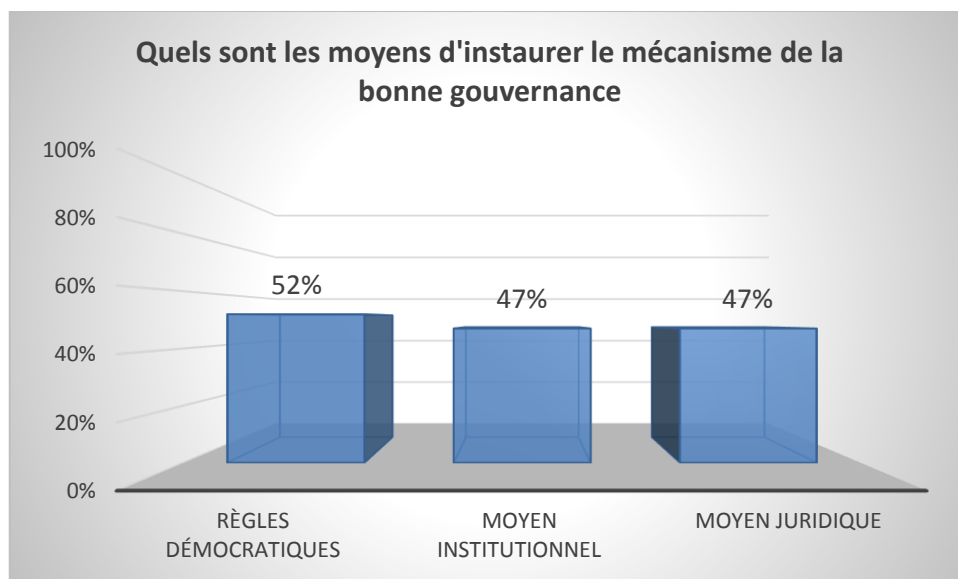
5. Gouvernance

La gouvernance peut toucher tous les secteurs, de l'éducation à l'environnement en passant par l'emploi, etc. mais, dans le QN, elle concerne essentiellement les institutions gouvernementales (66% des sondés ont jugé la consolidation des bases de la bonne gouvernance comme une priorité) et le système politique (un pourcentage équivalent a choisi la garantie des libertés politiques).

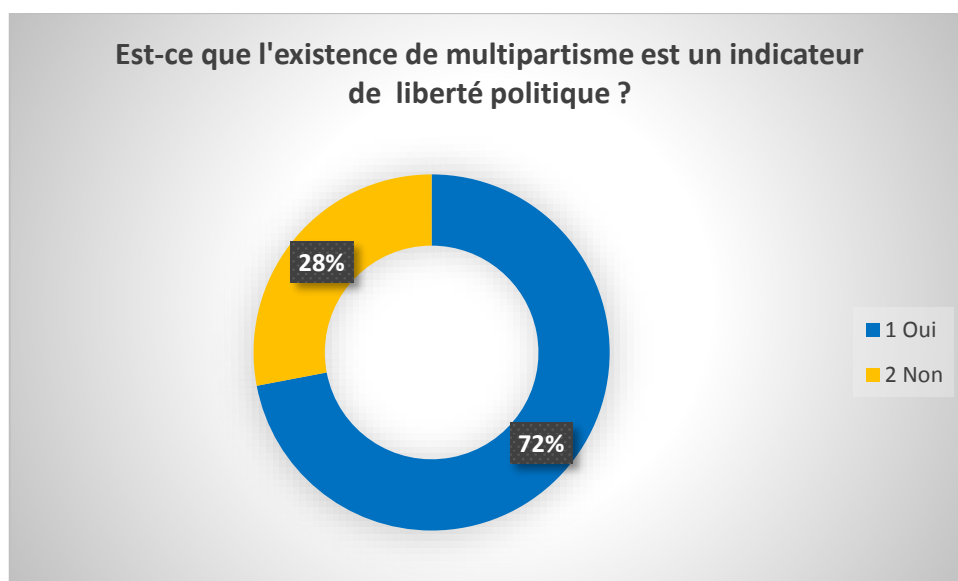
Très peu de Tunisiens ayant répondu au Questionnaire National trouvent que les normes de bonne gouvernance sont observées et respectées. Ainsi, seuls 8% des sondés sont satisfaits de la transparence des actions gouvernementales, des systèmes de contrôle interne, etc.



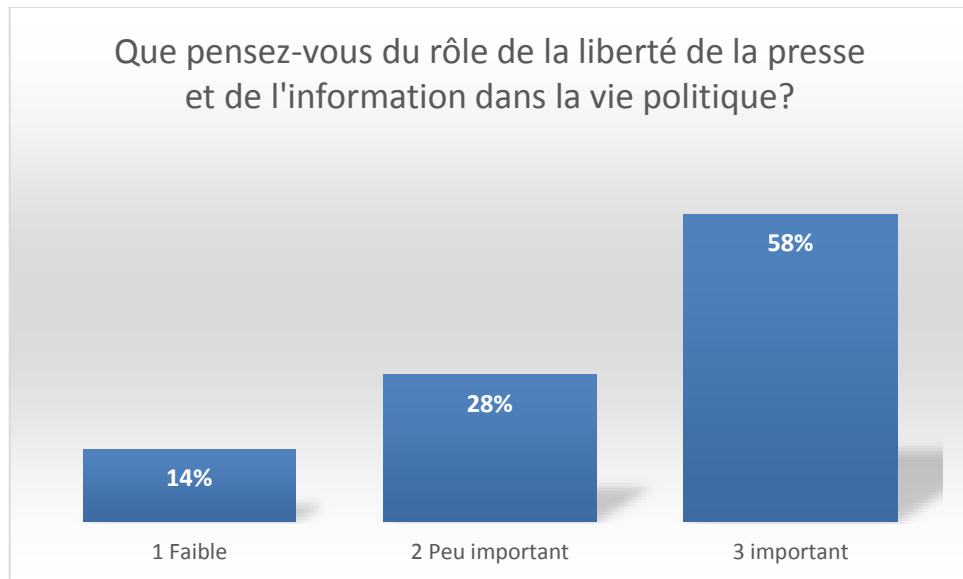
Lorsqu'il leur a été demandé de quelle manière ils verraient la réforme de la gouvernance concrétisée, c'est la démocratie que les sondés ont proposé comme solution, et à des pourcentages assez proches les moyens institutionnels et juridiques.



Ce n'est pas fortuit que 66% des sondés ont choisi de manière égale la consolidation des bases de la bonne gouvernance et la garantie des libertés politiques (QN). En effet, et dans le même ordre d'idées, les sondés ont considéré le multipartisme comme indicateur de liberté politique.



Une grande proportion des sondés ont jugé que la liberté de presse est un facteur de première importance dans la protection et le développement des libertés politiques (72%). Ce pourcentage est un écho de la consultation organisée par l'UNESCO à l'IPSI en Mai 2014. De même, comme le groupe d'enfants "Jasmin" (Kasserine) l'a exprimé en évoquant Facebook et les médias, la liberté de l'un s'arrête là où commence celle de l'autre.



Les citoyens considèrent clairement qu'il y a un problème de gouvernance en Tunisie. C'est dans le cadre de la Gouvernance -comme un ODD spécifique et à part- qu'un atelier technique a été tenu les 14 et 15 Aout 2014, initié par le SEGFP (Secrétariat d'Etat à Gouvernance et à la Fonction Publique), avec l'appui du PNUD Tunisie, et la participation de représentants gouvernementaux et de la société civile.

Les résultats (cibles et indicateurs) issus de cet atelier feront l'objet d'un rapport qui paraîtra avant la fin de l'année 2014. Ils serviront également de base aux discussions lors du *Social Good Summit*²¹ organisé à Tunis en septembre 2014, sous la bannière de l'Agenda Post-2015.

²¹ <http://mashable.com/sgs/>

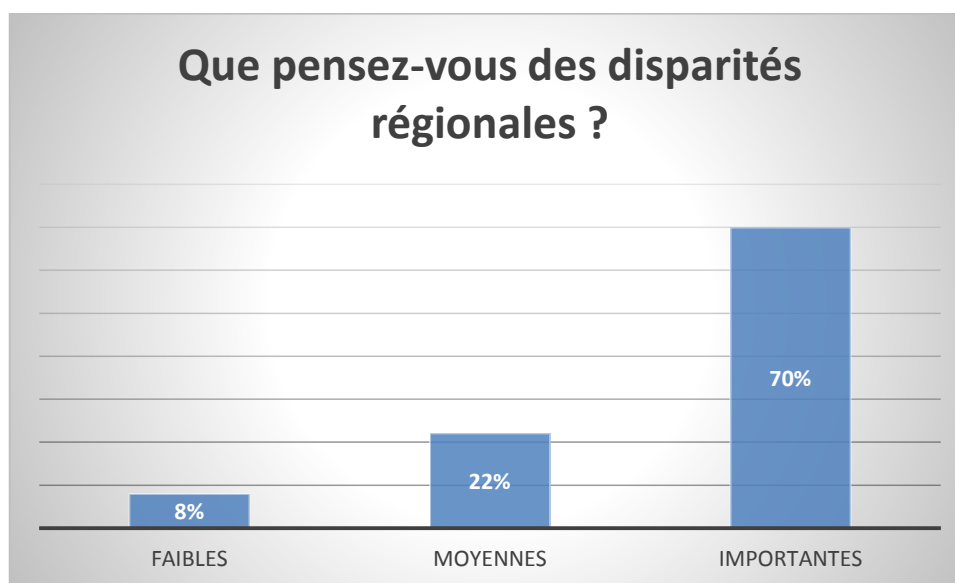
6. Disparités Régionales

Une autre priorité mentionnée par les Tunisiens interrogés est le problème des disparités régionales. Ce problème récurrent dans le pays depuis des décennies, entre une zone côtière relativement prospère et un territoire intérieur moins développé, n'a fait que s'accroître avec le développement du pays durant les dernières années. La nouvelle Constitution,²² promulguée en Janvier 2014, traite pour la première fois de cette problématique, surtout sous le thème de la décentralisation que les sondés demandent de s'y pencher de plus près.

Des enfants du Kef participant aux consultations ont même évoqué le besoin d'avoir un parlement d'enfants local et spécifique à chaque région, promouvant et la liberté politique locale et le développement régional.

La priorité "Réduire les disparités régionales" n'existe pas dans MY World, mais elle est présente dans le Questionnaire National, et a obtenu 79% des voix, la plaçant donc en quatrième position (du QN).

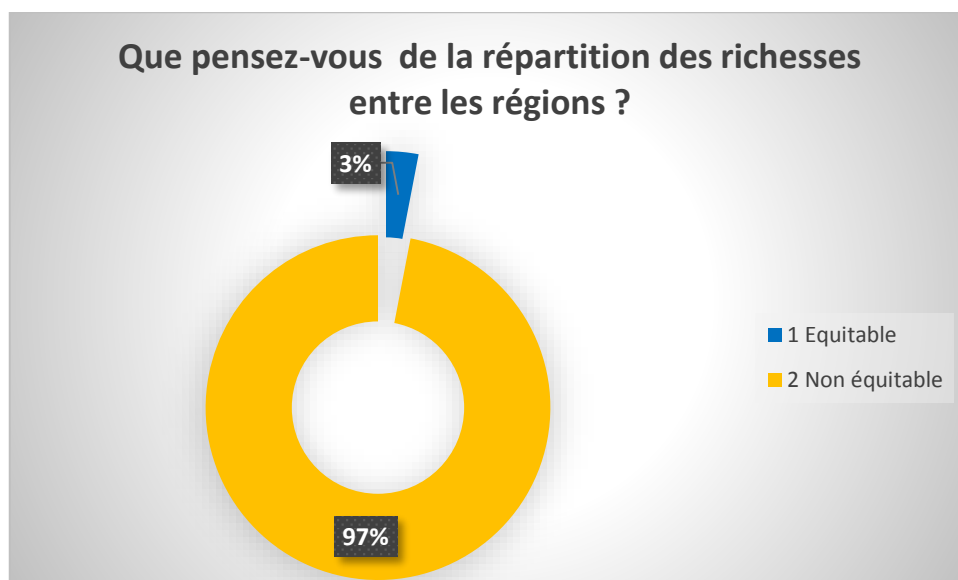
La plupart des citoyens Tunisiens en sont de fait conscients, et cette préoccupation constitue la contribution spécifique de la Tunisie dans la formulation des Objectifs du Développement Durable globaux.



Les personnes interrogées trouvent en effet que les richesses du pays sont distribuées de manière inéquitable. Ces questions étaient récurrentes lors des consultations nationales, comme par exemple à Médenine et Bizerte où les habitants des régions de l'intérieur ont

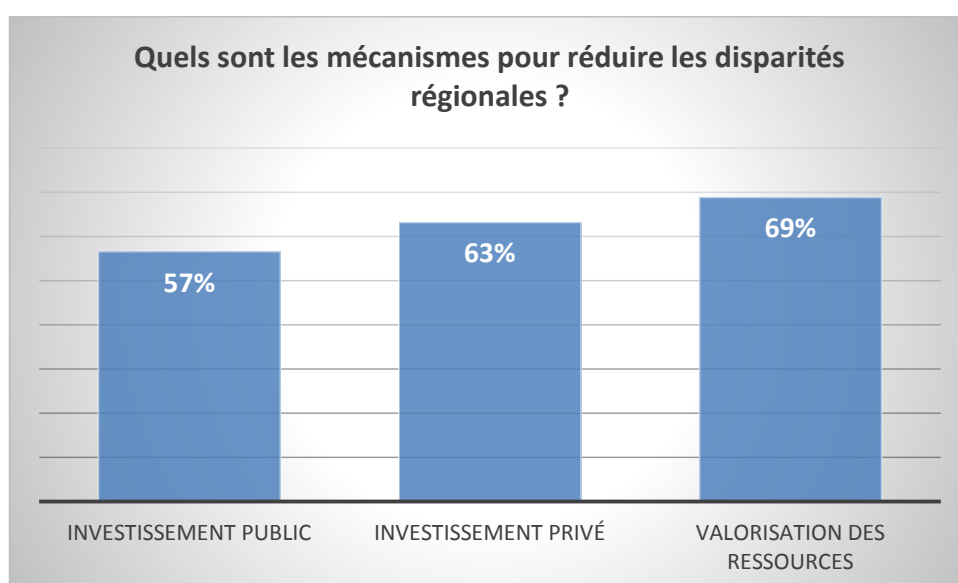
²² Assemblée Nationale Constituante (ANC), *Constitution de la République Tunisienne*, 2014

souvent évoqué le contraste, dans le même gouvernorat, entre la région côtière riche et celle plus enclavée, et pauvre (telles que Sejnane contre Bizerte-Ville; Dgueche contre Djerba, etc.). Mais la disparité est encore plus frappante lorsque la comparaison prend, par exemple, un gouvernorat de l'intérieur comme Sidi Bouzid d'un côté, et un autre se trouvant sur le littoral comme Sousse, d'un autre côté.



L'analyse des statistiques fait ressortir que tout le monde est tenu responsable de ce problème, et y répondre revient donc à toutes les parties prenantes.

Le fait que le citoyen ne considère pas l'Etat comme l'unique responsable de la réduction des disparités régionales confirme l'intérêt de la démarche suivie pour l'élaboration de ce rapport, à savoir faire participer l'Etat et la société civile de manière quasi-égale.



La Deuxième Catégorie des Priorités

La deuxième catégorie des priorités qui ressort de la consultation a été répertoriée comme suit : la sécurité, le raccordement en eau potable et aux réseaux d'assainissement, mettre fin aux discriminations, persécution et inégalités, garantir l'accès aux moyens de transport, aux TIC, et protéger l'environnement.

7. Sécurité

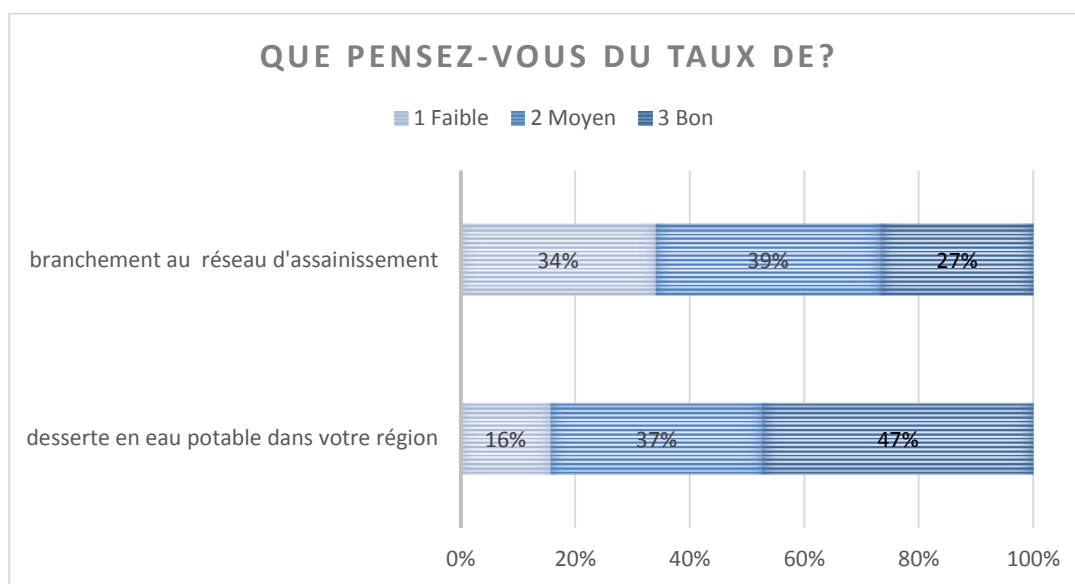
Bien que ne figurant pas sur les pages du Questionnaire National, la sécurité reste une préoccupation majeure des Tunisiens, et vient en quatrième lieu dans MY World (Protection contre le Crime et la Violence : 52%), presque au même niveau que les aspirations à un meilleur système de santé. Ceux qui ont participé aux consultations nationales l'ont mentionné à maintes reprises, et c'est surtout parmi les enfants de Kasserine et du Kef que le besoin de sécurité a été le plus ressenti.

Les événements successifs, surtout dans l'ouest du pays et en Libye voisine, et la manière dont ils ont été retransmis dans les médias, ont créé un climat de peur qui trouve sa place dans les débats publics, aux côtés de sujets d'importance plus structurelle, tels que l'économie, la santé, l'éducation, etc. Le discours de certains enfants consultés aux Kef, par exemple, répétaient des termes souvent entendus à la radio ou à la télé.

8. Eau et Assainissement

La Tunisie est relativement bien desservie en eau potable, tandis que ses villes et nombre de ses villages sont raccordés aux réseaux d'assainissement. Ainsi, la question de l'eau et du raccordement aux réseaux d'assainissement passe au deuxième rang des priorités des Tunisiens. Ils sont 60% à en parler dans le QN, et 31% dans MY World.

L'image est positive dans l'ensemble, mais il reste du travail à faire. Ceci concerne essentiellement les villages et les zones rurales, ainsi que les quartiers populaires.



Il est à signaler à ce propos que l'eau aura une importance de premier ordre dans les années qui viennent.²³ A cet effet, un travail de groupe coordonné par le Secrétariat d'Etat au Développement Durable (SEDD) et le *Global Water Partnership* (GWP) a décelé cinq cibles à atteindre dans la période Post-2015 :²⁴

- A. Garantir l'accès universel à l'eau potable sûre, à l'assainissement et l'hygiène.
- B. Améliorer l'usage et le développement durable des ressources en eau.
- C. La gouvernance équitable, participative et responsable de l'eau doit être promue par tous les pays.
- D. Réduire la pollution de l'eau.
- E. Réduire la mortalité et les pertes économiques dues aux désastres naturels ou causés par l'homme.

²³ ITES, *Eau 2050 en Tunisie* (étude non publiée)

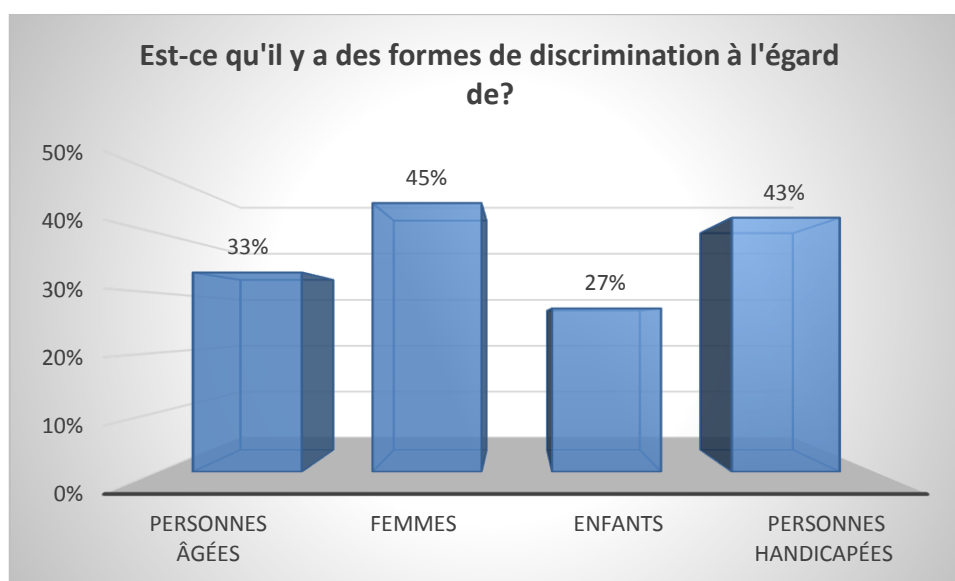
²⁴ GWP, *Rapport de la Consultation Nationale en Tunisie sur l'Objectif Eau dans les ODD*, 2014

Tout comme la thématique 12 (Environnement, Climat, Energie Durable), l'eau est d'une importance capitale, mais ne semble pas encore préoccuper outre mesure les citoyens Tunisiens. Un travail de sensibilisation devrait être engagé à cet égard.

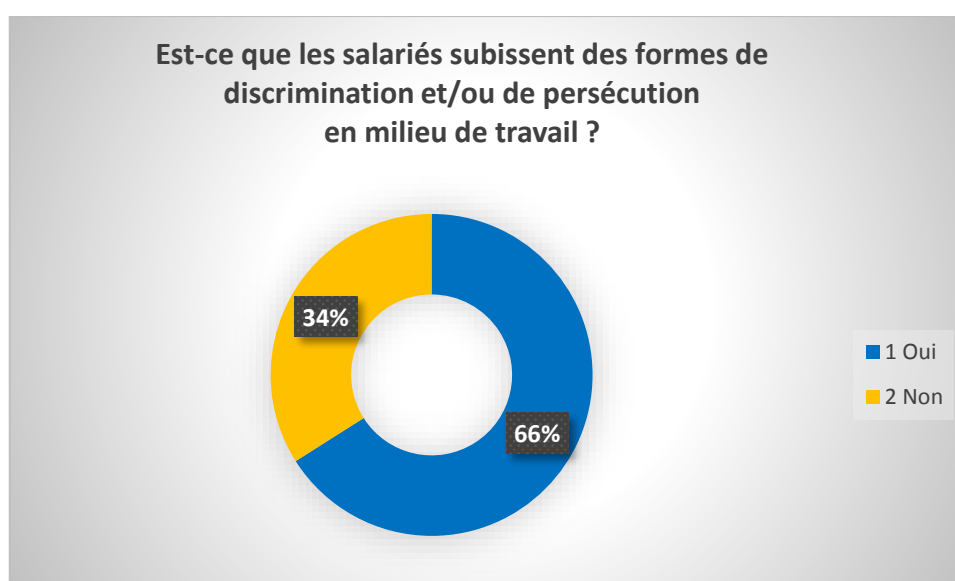
9. Discrimination, Persécution, Inégalités

Une grande partie des Tunisiens pense qu'il faut lutter contre la discrimination et la persécution. Ils sont 59% à l'exprimer sur le QN, et 33% sur MY World.

Cet appel concerne la discrimination au travail, mais également dans la vie quotidienne. La discrimination touche essentiellement les femmes et les personnes handicapées et, dans une moindre mesure, les personnes âgées et les enfants.



La discrimination est d'autant plus flagrante dans le cadre professionnel, comme l'indiquent les pourcentages ci-dessous.



Parmi ceux qui subissent le plus le poids de la discrimination dans le pays, il y a les handicapés. 54% des sondés du QN disent qu'il faut soutenir les catégories à besoins spécifiques. Certains participants se sont plaints du fait que l'accès ou les voies pour handicapés sont souvent inexistantes, obstrués ou hors d'usage. Ils disent aussi que la discrimination positive en leur faveur reste limitée. Leur intégration dans la société demeure encore en deçà des attentes, comme indiqué ci-dessous.

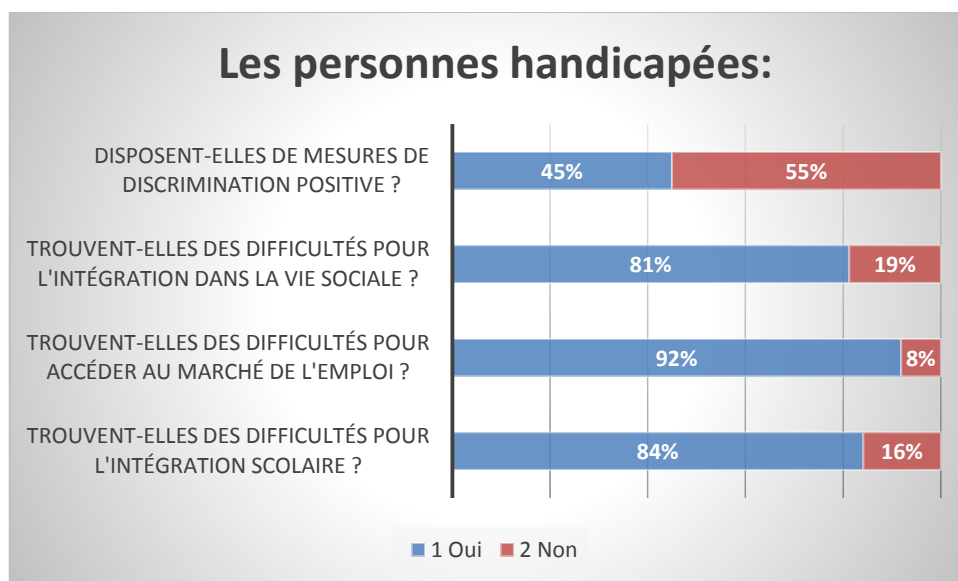
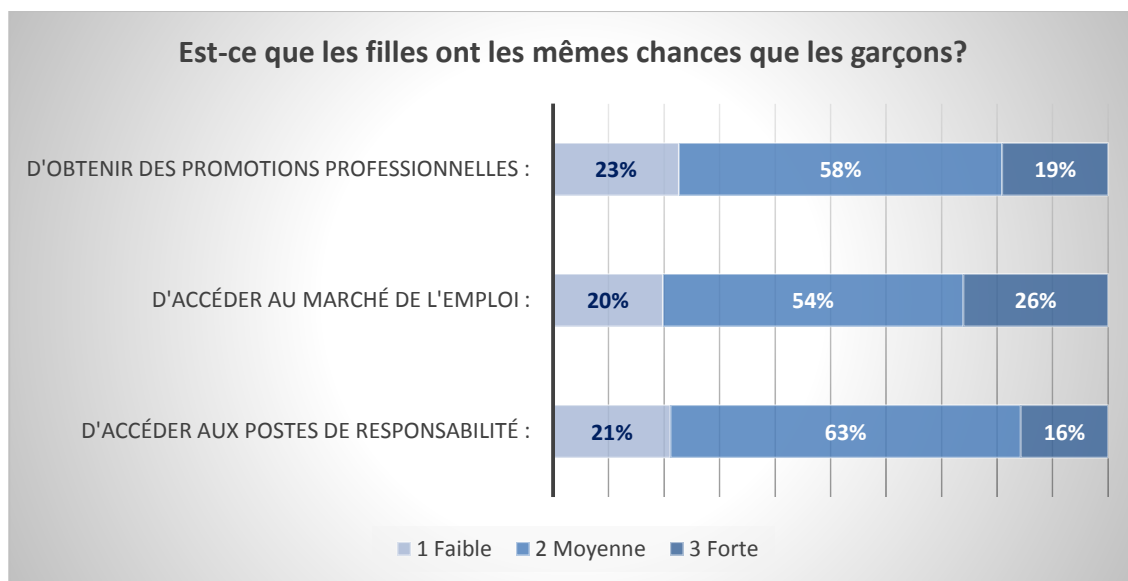


Figure ensuite la discrimination contre les femmes. En effet, 56% des sondés à travers le QN et 32% de ceux de MY World demandent que l'égalité entre hommes et femmes soit assurée.

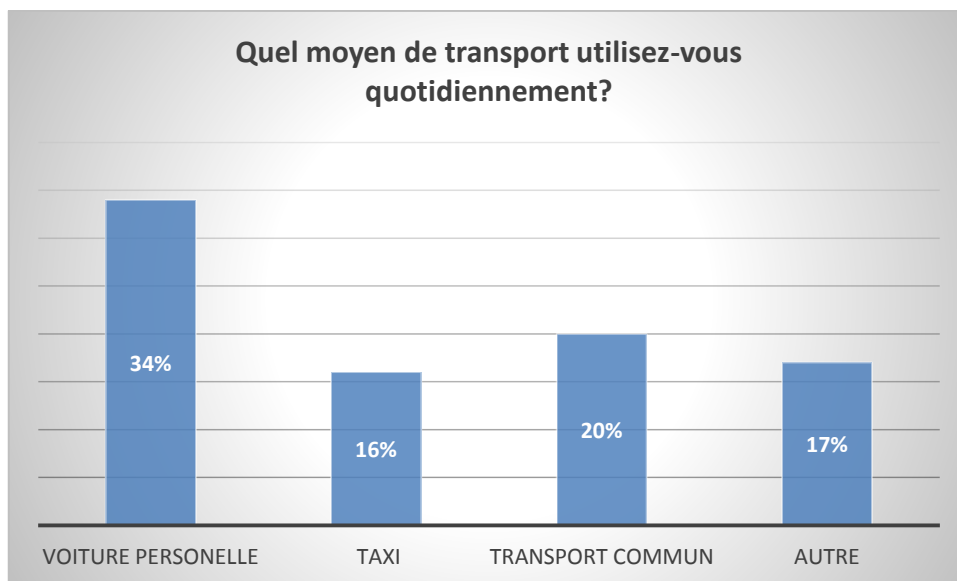
Même si les filles en Tunisie ont autant de chances que les garçons de poursuivre leurs études (86% des répondants QN le pensent), celles-ci font face à des difficultés d'insertion dans le marché du travail, et sont désavantagées par rapport à leurs collègues hommes.



Les consultations de Kasserine et du Kef ont montré, par ailleurs, une crainte chez les enfants, et un désir de vivre en paix. Certains ont évoqué les violences faites à la maison ou à l'école, et ont fait part des entraves à la liberté qu'ils ressentent dans ces deux milieux. Certains ont parlé du terrorisme alors que d'autres ont évoqué leurs peur des violences policières et du système de redressement judiciaire (*Islahiyya*).

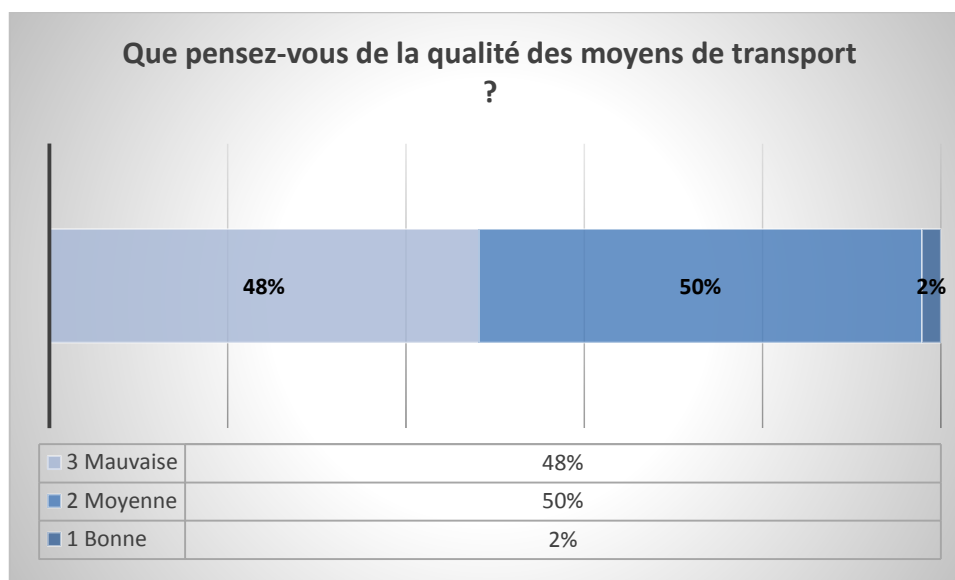
10. Transports

Les Tunisiens qui ont répondu au QN, qui ne semblent pas être des plus démunis pour la plupart -vu que la moitié utilisent des voitures personnelles ou des taxis- ne semblent pas très préoccupés par les problèmes de transport.

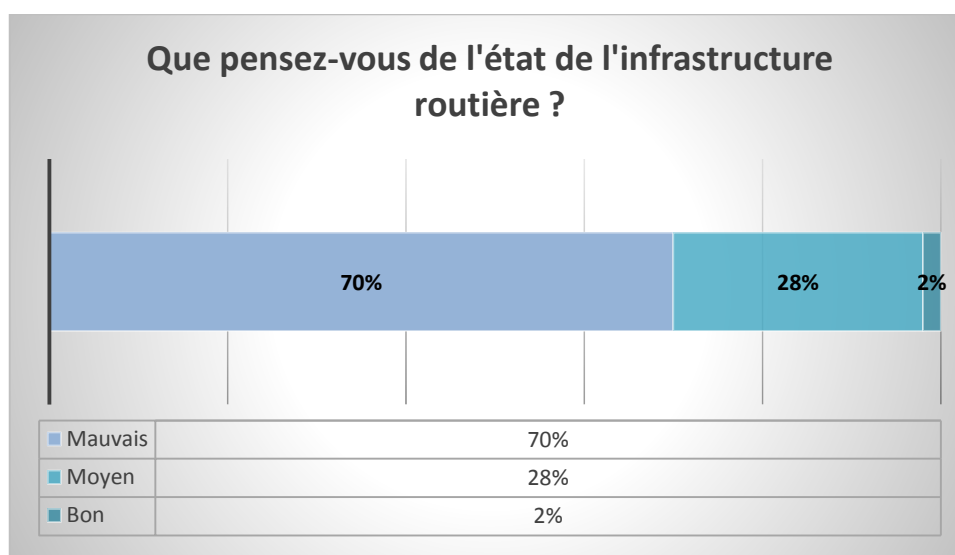


Seuls 59% des sondés du QN ont accordé leur attention à l'amélioration des infrastructures routières et des moyens de transports, mettant donc le transport au niveau des priorités de deuxième importance. Sur MY World, ils sont tout juste 22% à considérer ce point prioritaire.

Très peu de Tunisiens sont toutefois satisfaits des moyens de transport existants.



Le nombre de ceux qui affichent leur satisfaction de l'état de l'infrastructure routière est encore plus bas (48%).



Les enfants rencontrés semblent aussi mécontents que les adultes, et demandent plus de bus pour les transporter à l'école, et de meilleures routes. Ils se sont même portés garants de veiller à la propreté et à la maintenance des moyens de transport.

11. L'accès aux TIC

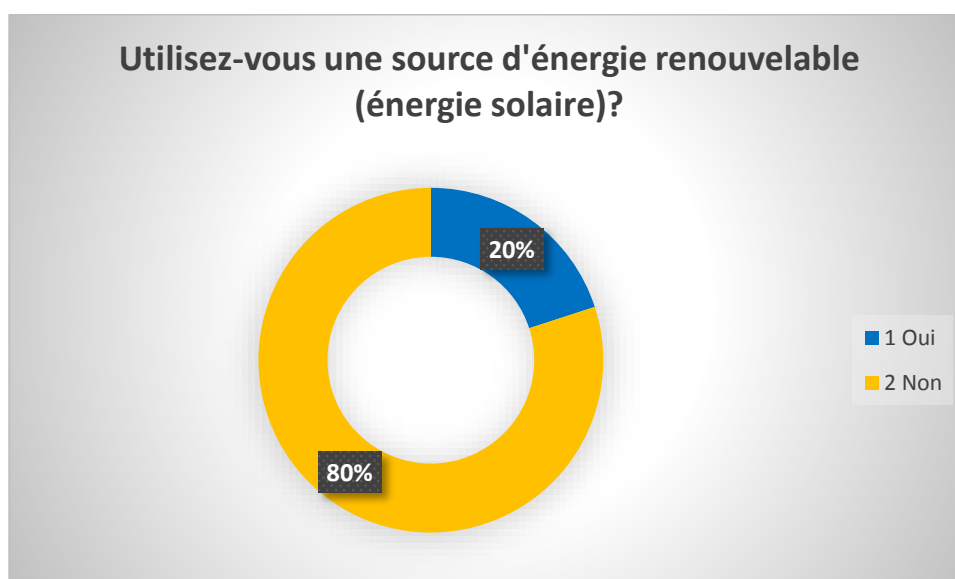
Les technologies de l'information et de la communication sont relativement développées en Tunisie. Ils sont 54% sur la consultation nationale à demander l'accès universel à ces technologies, et 34% sur MY World à partager cet avis. L'Etat devrait encourager davantage l'introduction de ces outils dans toutes les régions du pays et leur généralisation progressive aux différentes catégories sociales.

Sauf que, et comme l'ont souligné les enfants de Kasserine, il faut veiller à ce que les citoyens ne tombent pas dans la dépendance aux médias sociaux (un phénomène de plus en plus visible en Tunisie) : *Ainsi, A. (17 ans) déclare que : "Facebook et ses amis virtuels ne remplacent pas la famille et les camarades de classe, ni les cours ou la vie de tous les jours".*

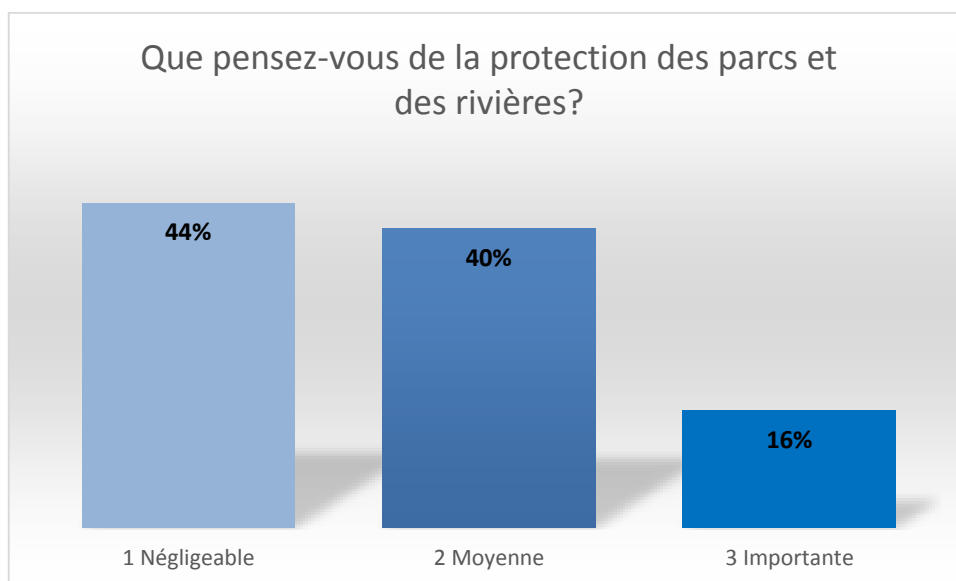
12. Environnement, Climat, Energie Durable

Bien que les objectifs relatifs à l'environnement, au climat et à l'énergie durable sont la figure de proue des ODD dans le monde, les Tunisiens y semblent encore peu intéressés. Ils sont 55% (19% sur MY World) à demander la protection des forêts, des cours d'eau et des mers, 53% (16% sur MY World) à vouloir garantir une source d'énergie durable dans chaque foyer, et tout juste 42% (14% sur MY World) à proposer une meilleure adaptabilité aux changements climatiques.

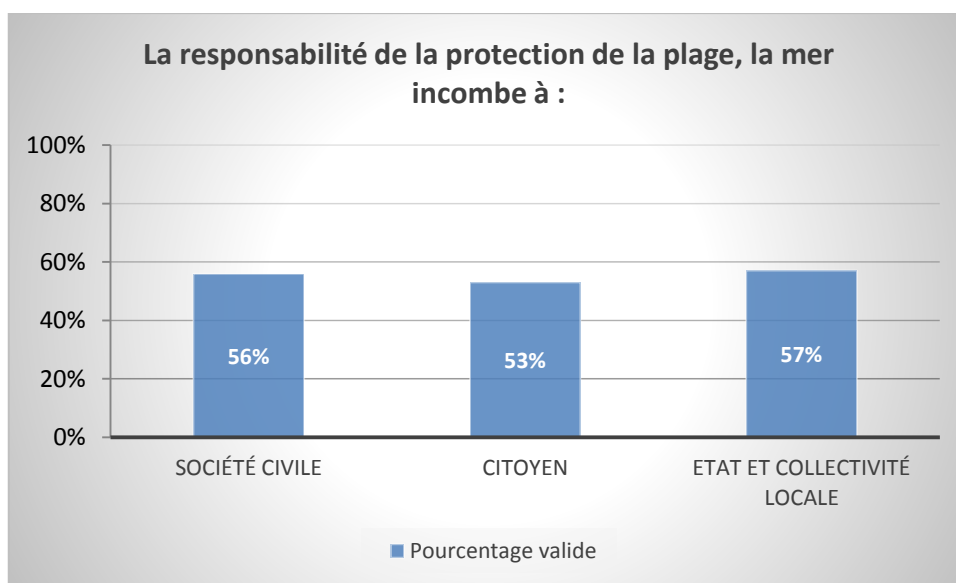
Très peu de Tunisiens utilisent l'énergie renouvelable (20%) malgré les potentialités que recèle le pays.



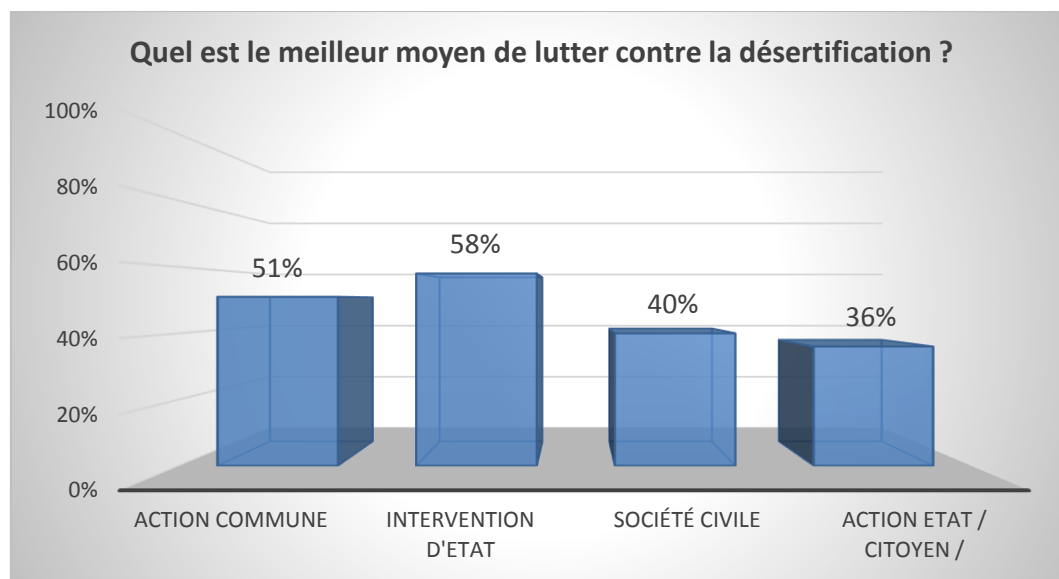
Les Tunisiens sont conscients qu'il y a une certaine négligence quant à la protection des réserves naturelles et des rivières.



Cependant, les sondés sont conscients que la protection de la mer et de la plage (voire de l'environnement) est du ressort de tout le monde : Etat, société civile et citoyens.



L'opinion du citoyen quant à la lutte contre la désertification n'est pas différente, et plus de la moitié des consultés affirment que l'action commune est la clé de la réussite dans ce domaine (même si ceux qui pensent que l'Etat doit s'engager dans cette mission seul, sont nombreux).



Cette constatation est encourageante quant à la continuation du processus entamé lors des consultations nationales de "La Tunisie que Nous Voulons", impliquant les différentes parties. Protéger l'environnement, et concrétiser tous les objectifs cités plus haut, revient au partenariat Etat-citoyen.

D'un autre côté, le rapport entre pollution de l'environnement et dégradation de l'état de santé de la population a été souligné à maintes reprises lors des consultations citoyennes, surtout dans les gouvernorats de Sfax et Bizerte. Toutefois, les résultats des questionnaires en ligne et sur papier, ont montré le peu d'importance qu'accorde la majorité à ces questions. Une sensibilisation étudiée et ciblée quant aux problèmes de l'environnement et la nécessité d'y remédier, avec l'appui de la société civile, sera primordiale pour les années à venir.

Il a été cependant remarqué une certaine attention des enfants à la question de l'environnement. *Ainsi un groupe d'enfants de Kasserine, qui s'est donné le nom d'"Innocence", a lancé un cri d'alarme quant à la pollution menaçant leur ville et contaminant l'eau et l'air, et promis de "travailler main dans la main pour que Kasserine soit propre pour toujours".²⁵ De même, le groupe "Jugurtha" du Kef, composé d'enfants âgés entre 8 et 17 ans, a proposé d'organiser des campagnes de propreté. Ils ont aussi demandé plus d'espaces verts dans les zones urbaines.²⁶*

²⁵ Israa, Abderrahmane, Mahrane, Taqoua, Samar, Molk et Hosni, votre appel a été transmis.

²⁶ Adam, Mehdi, Shirine, Manar et Manel, la Tunisie de demain vous appartient.

Conclusion Générale

Lors de ces consultations nationales, menées conjointement par le Secrétariat d'Etat au Développement et à la Coopération Internationale (Tunisie), le Système des Nations Unies en Tunisie et la société civile tunisienne, plus de 10.000 citoyens ont été approchés directement ou indirectement. Ils ont laissé entendre leur voix, pour la Tunisie qu'ils voient aujourd'hui, et celle qu'ils voudraient voir demain.

Les résultats ont démontré que les Tunisiens se soucient peu des changements climatiques et des problèmes de l'environnement, mais que l'éducation leur est d'une importance capitale. Les deux thématiques sont pourtant pareillement importantes dans les Objectifs du Développement Durable, et pour la postériorité.

Les autres priorités exprimées se rapportent à la santé, l'emploi et la gouvernance, suivies du problème des disparités régionales. Vient ensuite une deuxième catégorie de priorités, touchant la sécurité, le raccordement en eau potable et au réseau d'assainissement, la réduction des inégalités sociales, les transports, les TIC (et l'environnement). Ces 12 thématiques et leurs objectifs sont ce que les Tunisiens voient de plus pressant à améliorer.

Les consultations, par le biais de rencontres sur terrain ou des questionnaires en ligne et d'autres activités, vont continuer jusqu'à la fin de l'année 2015 pour affiner les résultats et faire entendre la voix du plus grand nombre de personnes possible. Mais il y a déjà là un nombre de priorités clairs et précis à concrétiser.

Il revient à l'Etat de concevoir et de mettre en œuvre les réformes adéquates, et à la société civile de soutenir les efforts déployés en la matière. Il est important également que ces priorités soient effectivement prises en compte dans les futurs plans de Développement de la Tunisie.

Les questions évoquées sont interdépendantes et renvoient à une thématique centrale : la bonne gouvernance. C'est donc à la gouvernance des différents secteurs que l'Etat Tunisien doit s'attaquer pour préparer l'an 2030 dès aujourd'hui, afin de concrétiser les objectifs nationaux de développement global, résilient et équitable et, partant, à atteindre les Objectifs de Développement Durable.

ANNEXES

Annexe I : QUESTIONNAIRE NATIONAL (Formulaire)

1-Améliorer la qualité de l'éducation et de la formation

➤ Que pensez-vous :

- du nombre d'élèves en classe ?

☐ Elevé (30-40)

☐ moyen (25-30)

☐ faible (>25)

- des heures de rattrapage ?

☐ Pour

☐ contre

☐ neutre

- de l'accès à l'école

☐ Facile

☐ moyen

☐ difficile

☐ très difficile

- de l'état de l'école dans votre délégation ?

☐ Bon

☐ Moyen

☐ Mauvais

➤ Les salles informatiques de votre école sont-elles bien équipées

☐ Oui

☐ non

☐ n'existent pas

➤ La réforme du système de l'enseignement et de la formation devrait être mise en œuvre de façon :

☐ Urgente

☐ à Moyen Terme

☐ à Long Terme

➤ La réforme du système de l'enseignement et de la formation devrait toucher :

☐ la mise à niveau des enseignants

☐ l'infrastructure et moyens matériels

☐ le programme pédagogique

☐ les activités sportives et culturelles

☐ autres : (Champs texte)

2- Réduire la pauvreté extrême et garantir une alimentation équilibrée

➤ Que pensez-vous :

- du nombre de personnes sous alimentées dans votre région :

☐ Faible

☐ moyen

☐ fort

- du rôle des projets de développement rural dans la réduction de la pauvreté ?

☐ Très important

☐ important

☐ peu

☐ important

➤ Pensez-vous que la pauvreté est un phénomène rural ?

☐ Oui

☐ Non

➤ Que signifie une alimentation équilibrée pour vous ?

☐.... (Zone texte)

- Selon vous, quels sont les mécanismes appropriés pour réduire la pauvreté extrême et garantir une alimentation équilibrée ?

- ☐ Programmes sociaux
- ☐ Création d'emploi
- ☐ Réduction des prix des produits alimentaires
- ☐ Entrepreneuriat et Initiative privée

3- Améliorer les prestations sanitaires

- Que pensez vous de :

- La qualité des services dans les structures hospitalières :

☐Bonne ☐Moyenne ☐Mauvaise

- L'accès aux centres de santé de base :

☐Facile ☐difficile ☐très difficile

- La disponibilité de médecins spécialistes dans la région :

☐Suffisant ☐peu suffisant ☐très peu suffisant

- La disponibilité des médicaments dans les établissements de santé publique :

☐Disponible ☐peu disponible ☐non disponible

4- garantir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

- Est-ce que les filles ont les mêmes chances que les garçons :

- de poursuivre leurs études :

☐Oui ☐ Non

- d'accéder aux postes de responsabilité :

☐Faible ☐moyenne ☐forte

- d'accéder au marché de l'emploi :

☐Faible ☐moyenne ☐forte

- d'obtenir des promotions professionnelles :

☐Faible ☐moyenne ☐forte

5- Garantir l'accès universel aux Technologies d'Information et de Communication (TIC)

- Possédez-vous un ordinateur ?

☐Oui ☐non

- Avez-vous un accès personnel à l'internet ?

☐Oui ☐Non

- Utilisez-vous d'autres moyens TIC ?

☐Smartphone ☐PC portable

☐Tablette ☐autres

- Que pensez-vous de la qualité du réseau téléphonique ?

☐Bonne ☐moyenne ☐mauvaise

6- Lutter contre la discrimination et la persécution

- Est-ce qu'il y a des formes de discrimination (mauvaise conduite) à l'égard de :

☐Femmes ☐ Personnes âgées

☐ Personnes handicapées ☐ Enfants

- Est-ce que les salariés subissent des formes de discrimination et/ou de persécution en milieu de travail ?

☐Oui ☐ Non

7- Soutenir les catégories à besoin spécifiques

➤ Les personnes handicapées trouvent-elles des difficultés :

- pour l'intégration scolaire ?

☐Oui ☐Non

- pour accéder au marché de l'emploi ?

☐Oui ☐Non

- pour l'intégration dans la vie sociale ?

☐Oui ☐Non

➤ Les personnes handicapées disposent-elles de mesures de discrimination positive ?

☐Oui ☐Non

8- garantir la desserte en eau potable et à l'assainissement

- Que pensez-vous du taux de desserte en eau potable dans votre région ?

☐faible ☐ moyen ☐bon

- Que pensez-vous du taux de branchement au réseau d'assainissement?

☐Faible ☐moyen ☐élevé

- Comment évaluez-vous la gestion des ressources en eau?

☐mauvaise ☐bonne ☐très bonne

- Soutenez-vous les ressources en eau non conventionnelles ?

☐Oui ☐non

9- Garantir la liberté politique

- Est-ce que l'existence de multipartisme est un indicateur de liberté politique ?

☐Oui ☐Non

- Est-ce que le fait d'adhérer à un parti opposant au pouvoir est discriminant ?

☐Oui ☐Non

- Que pensez-vous du rôle de la liberté de la presse et de l'information dans la vie politique :

☐Important ☐Peu important ☐Faible

10- Offrir de meilleures opportunités de travail décent

➤ Pensez vous que :

- vos qualifications répondent aux besoins du marché de l'emploi ?

☐Oui ☐Non

- L'intégration des jeunes diplômés dans le marché d'emploi est :

☐Satisfaisante ☐Peu satisfaisante ☐insatisfaisante

- Il existe des critères subjectifs de recrutement :

☐Oui ☐Non

11-Améliorer les services de transport et l'infrastructure routière

- Quel moyen de transport utilisez-vous quotidiennement

☐voiture personnelle ☐taxi

☐transport commune ☐autres

- Que pensez-vous de la qualité des moyens de transport ?

☐Bonne ☐Moyenne ☐Mauvaise

- Que pensez-vous de l'état de l'infrastructure routière ?

☐Bon

☐Moyen

☐Mauvais

12-Garantir la protection des forêts, des cours d'eau et de la mer

- Comment peut –on protéger les forêts ?

☐Législation

☐sensibilisation

☐garde

- La responsabilité de la protection de la plage, la mer incombe à :

☐Etat et collectivité locale

☐citoyens

☐société civile

- Que pensez-vous de la protection des parcs et des rivières

☐Importante

☐moyenne

☐négligeable

13- Garantir une source d'énergie durable dans chaque foyer

- Quelle est la source d'énergie que vous utilisez ?

☐Gaz

☐Electricité

☐Charbon

☐Fuel

- Utilisez-vous une source d'énergie renouvelable (énergie solaire)

☐Oui

☐Non

- Que pensez-vous à propos des avantages d'utilisation des énergies renouvelables

☐énergie durable

☐énergie économique

☐protection de l'environnement

☐protection des ressources

☐Peu couteuse

☐chère

14- Entreprendre des actions pour limiter les effets des changements climatiques

- Quel est le meilleur moyen de lutter contre la désertification ?

☐Intervention d'Etat

☐Action commune

☐Action Etat / citoyen

☐Société civile

- Comment réduire l'effet de changements climatiques

☐Protection des richesses naturelles

☐Préservation de l'espèce naturelle

15- consolider les bases de la bonne gouvernance

- Que pensez-vous de la concrétisation des bases de la bonne gouvernance (transparence, redevabilité,...)

☐Bonne ☐Moyenne ☐Mauvaise

- Quels sont les moyens d'instaurer le mécanisme de la bonne gouvernance

☐Moyen juridique ☐Moyen institutionnel ☐Règles démocratiques

16- Réduire les disparités régionales

➤ Que pensez-vous :

- des disparités régionales ?

☐faibles ☐moyennes ☐importantes

- de la répartition des richesses entre les régions ?

☐Equitable ☐Non équitable

➤ Quels sont les mécanismes pour réduire les disparités régionales ?

☐investissement public ☐ investissement privé ☐valorisation des ressources

17- Question d'ordre général

Selon vous, parmi les propositions suivantes, quels sont les champs prioritaires pour garantir un avenir meilleur (énumérez 5)

1. Réduire la pauvreté extrême et garantir une alimentation équilibrée ☐
2. Améliorer la qualité de l'éducation et de la formation ☐
3. Améliorer les prestations sanitaires (accès, équipement...) ☐
5. Garantir l'accès universel aux nouvelles technologies de l'information ☐
6. lutter contre la discrimination et la persécution ☐
7. soutenir les catégories à besoins spécifiques ☐
8. garantir la desserte en eau potable et à l'assainissement ☐
9. Garantir la liberté politique ☐
10. améliorer les services de transport et l'infrastructure routière ☐
11. garantir la protection des forêts, des cours d'eau et de la mer ☐
12. garantir une source d'énergie durable dans chaque foyer ☐
13. consolider les bases de la bonne gouvernance ☐
14. réduire les disparités régionales ☐
15. mettre en place un partenariat mondial ☐

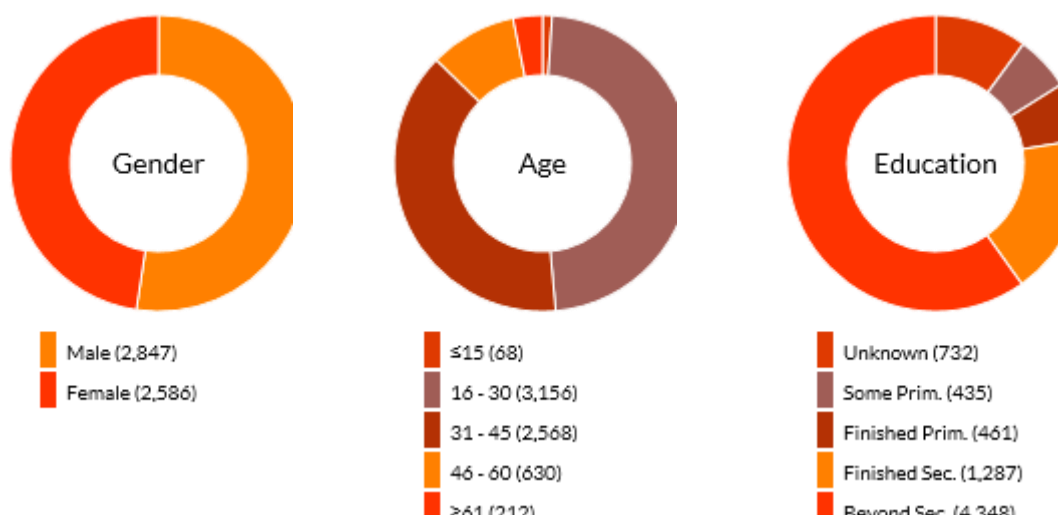
Annexe II : Résultats du Questionnaire National (Juin 2014)

Résultats du Questionnaire National (Juin 2014)

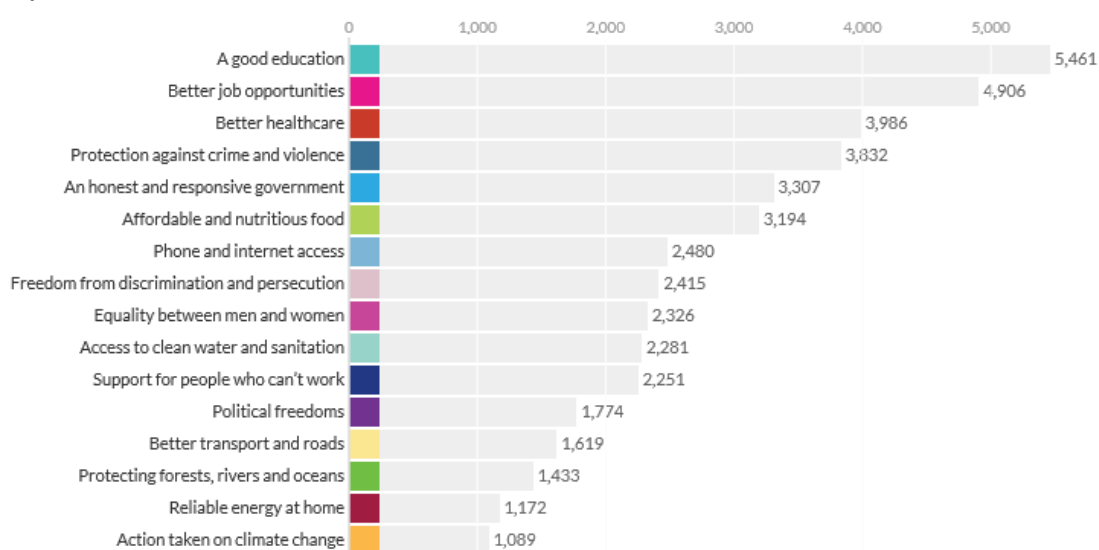
1. Améliorer la qualité de l'éducation et de la formation	85%
2. Réduire la pauvreté extrême et garantir une alimentation équilibrée	84%
3. réduire les disparités régionales	79%
4. Garantir l'accès aux soins médicaux pour tous les citoyens	77%
5. Garantir de meilleures opportunités de travail	72%
6. Garantir la liberté politique	66%
7. consolider les bases de la bonne gouvernance	66%
8. garantir la desserte en eau potable et à l'assainissement	60%
9. lutter contre la discrimination et la persécution	59%
10. améliorer les services de transport et l'infrastructure routière	58%
11. assurer l'égalité entre les hommes et les femmes	56%
12. garantir la protection des forêts, des cours d'eau et de la mer	55%
13. Garantir l'accès universel aux nouvelles technologies de l'information	54%
14. soutenir les catégories à besoins spécifiques	54%
15. garantir une source d'énergie durable dans chaque foyer	53%
16. adaptation aux changements climatiques	42%

Annexe III : Résultats de MY World

Les Tunisiens ont commencé à voter sur MY World en 2013, et le questionnaire continuera à être consulté jusqu'à la fin de l'année 2015. En Septembre 2014, ils étaient près de 7300 à y avoir participé. Les hommes sont légèrement mieux représentés que les femmes, et près de la moitié des participants ont entre 16 et 30 ans, suivis de ceux ayant entre 31 et 45 ans. La majorité ont fait des études universitaires, ou au moins fini leurs études secondaires.

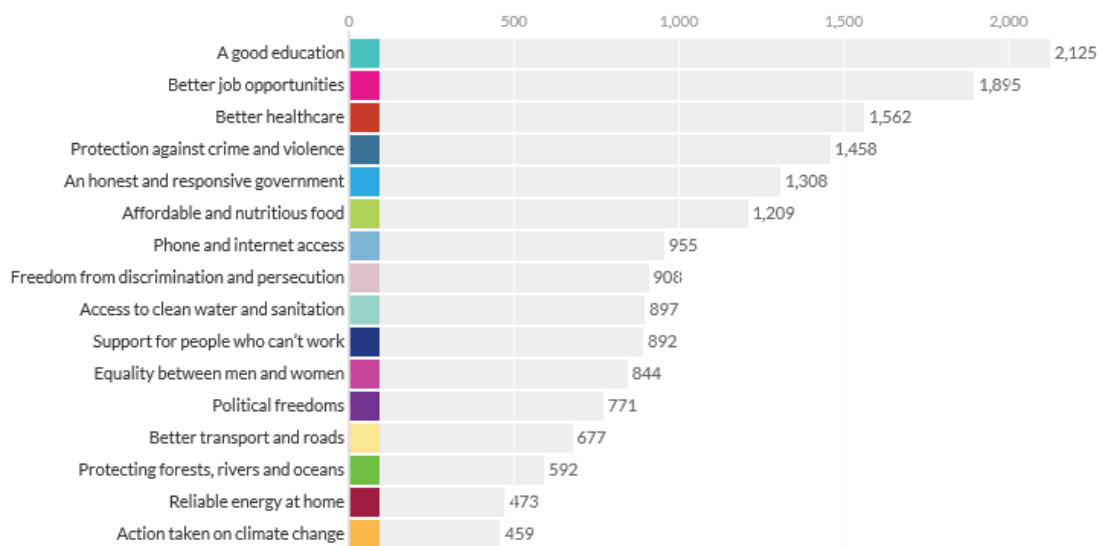


Les priorités des sondés se classent comme suit:

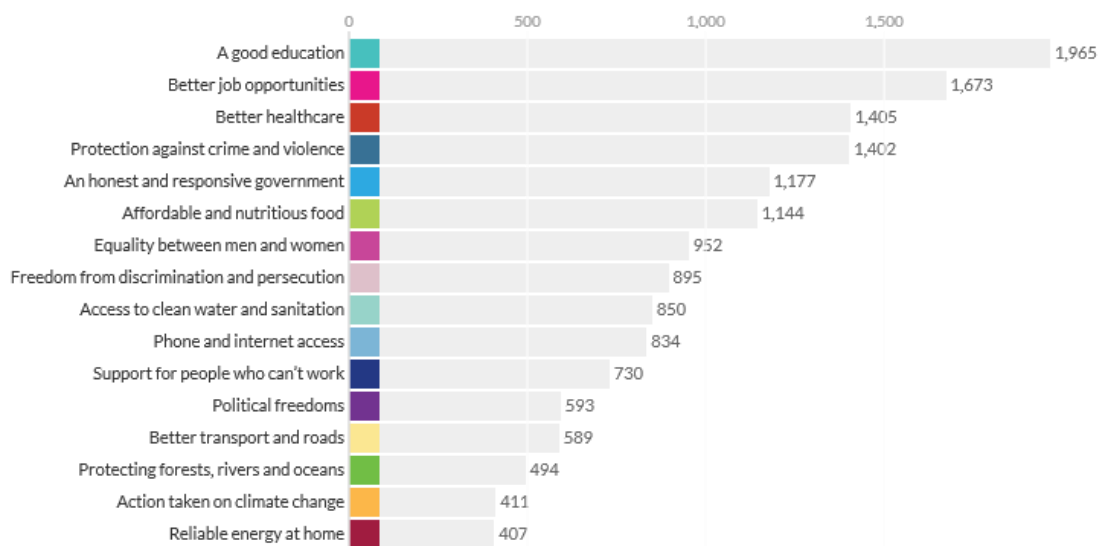


Tous sont d'accord pour que l'éducation de qualité soit le premier des objectifs à atteindre, et la première catégorie des priorités est très similaire pour toutes les tranches consultées. Cependant, certaines priorités changent, et ce en rapport avec le genre, l'âge ou le niveau éducatif.

Les avis des hommes et des femmes ne divergent pas beaucoup, sauf pour ce qui est de l'égalité entre hommes et femmes, que ces dernières mettent en 7ème lieu (alors que les hommes la relèguent à la 11ème place), et l'accès au téléphone et à Internet, qui semble plus important chez les hommes que chez les femmes.

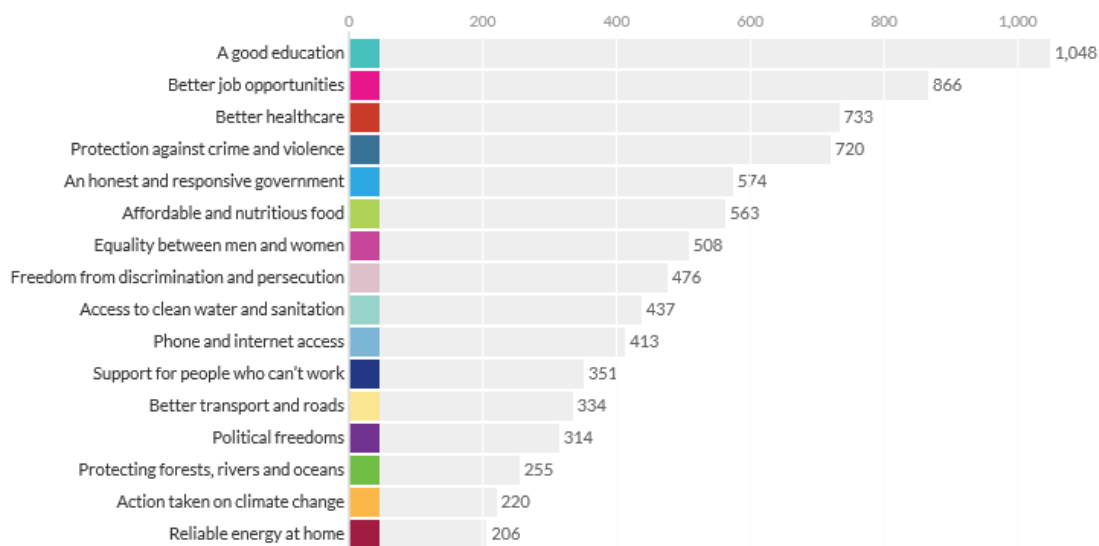


Les priorités selon les hommes

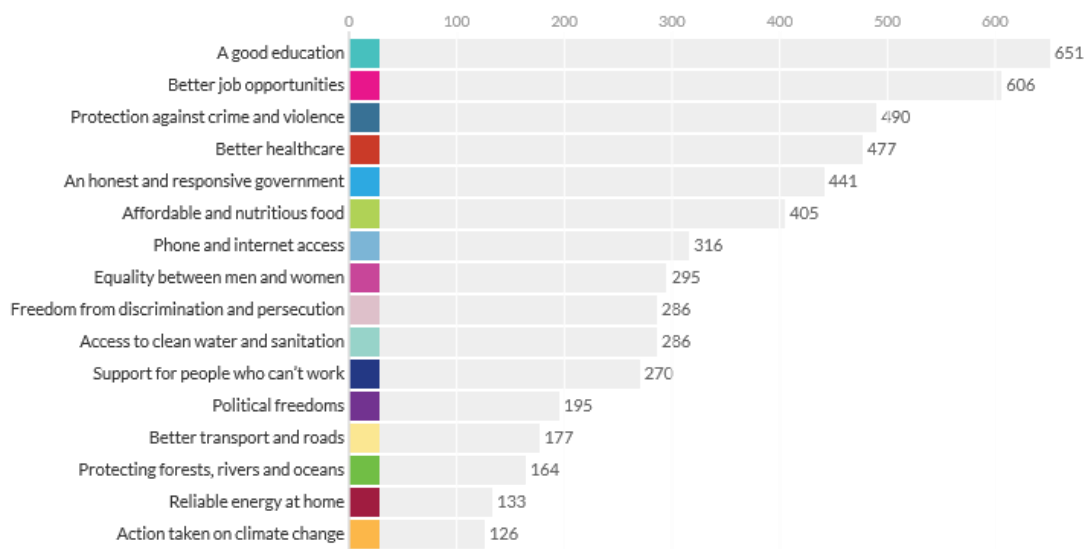


Les priorités selon les femmes

Ceux qui ont entre 16 et 45 ans ne divergent pas beaucoup dans les opinions, sauf pour ce qui est d'aider les gens qui ne peuvent pas travailler, ce que les 31-45 ans ressentent plus et mentionnent comme 7eme priorité (11eme pour les 16-30 ans).

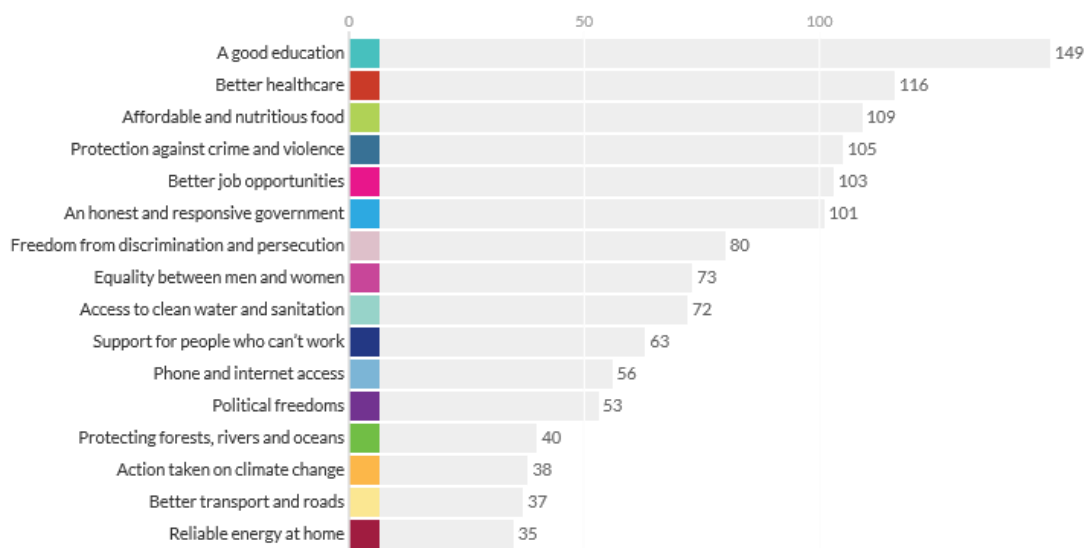


16-30 ans

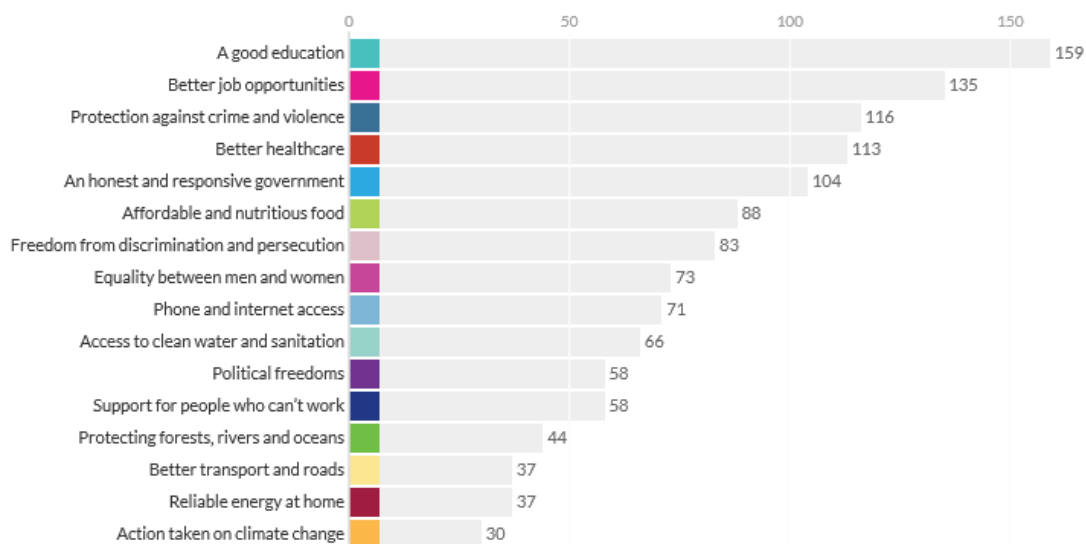


31-45 ans

Ceux plus âgés (46 et plus ans) ne sont pas très loin dans leurs choix non plus.



Choix des 46-60 ans

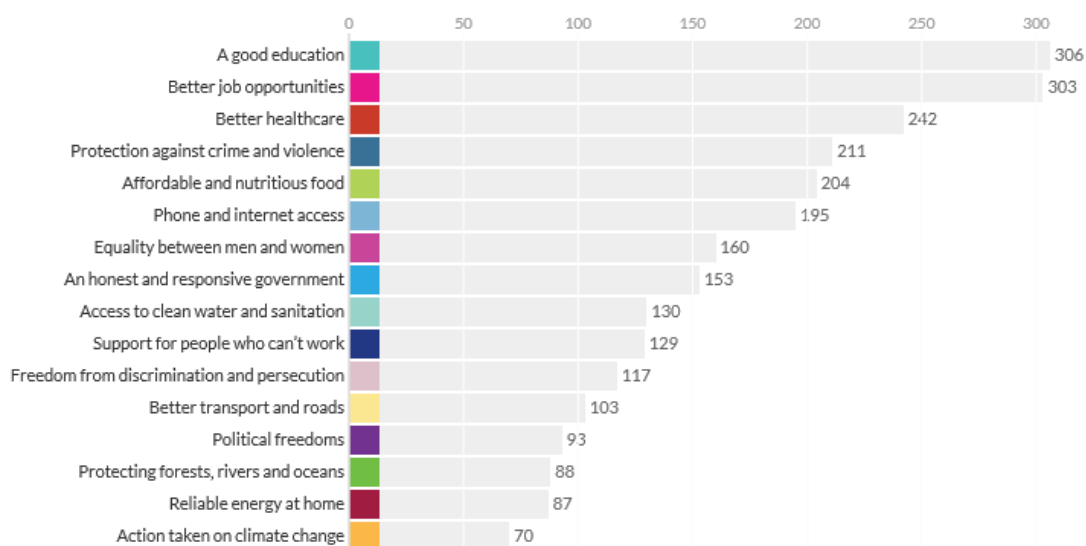


Choix des plus de 61 ans

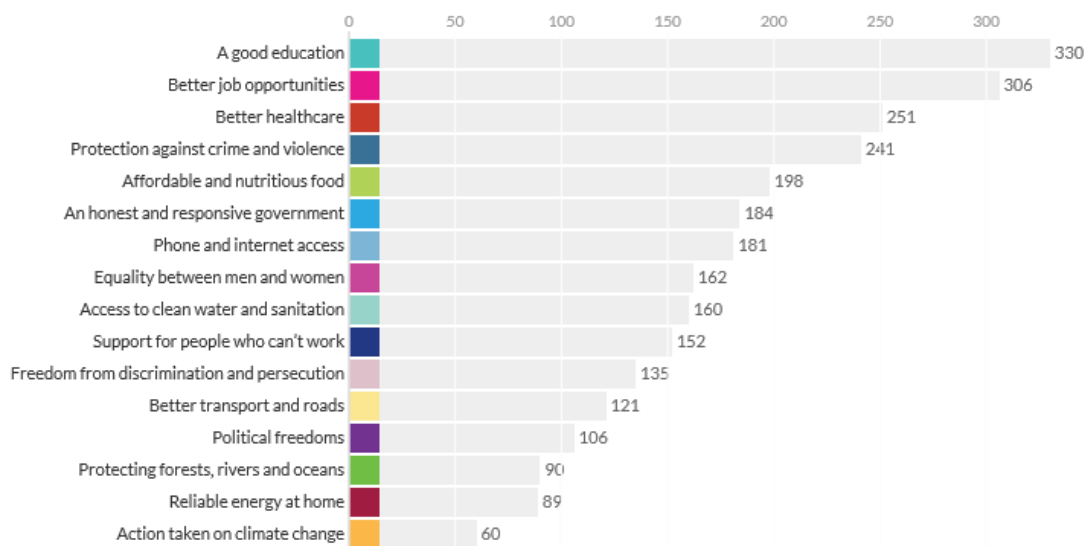
Le niveau éducatif non plus n'a pas grandement influencé les décisions des participants, qui sont d'accord sur les grands axes (mais prennent des positions différentes s'agissant de la deuxième catégorie des priorités).

Il est clair, cependant, que plus les gens sont éduqués, plus ils demandent un gouvernement honnête et responsif, et veulent vivre une vie loin des persécutions et des discriminations.

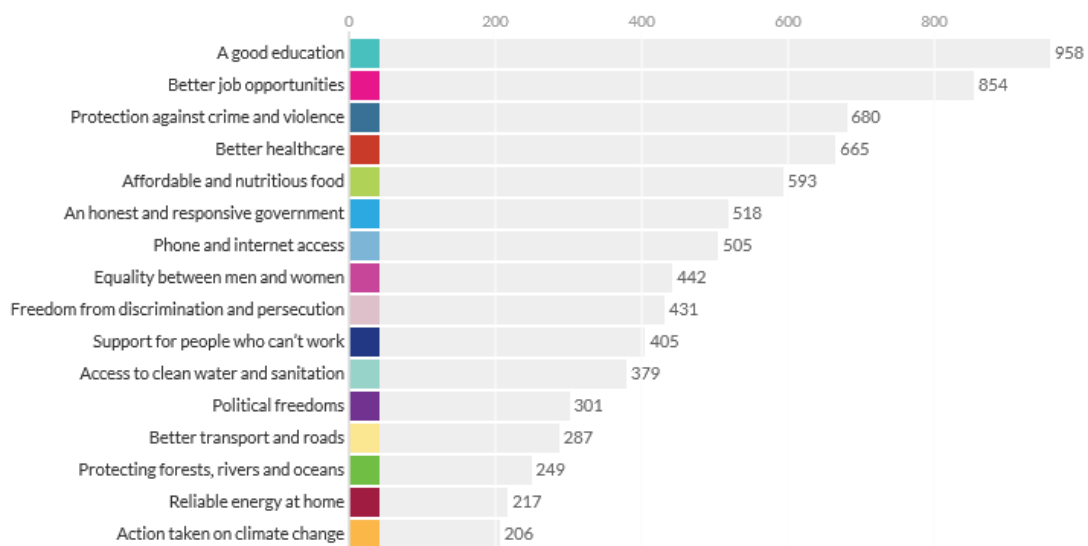
Dans le même sens, plus les gens sont éduqués, moins ils demandent d'avoir accès au téléphone et à Internet, et moins ils trouvent que des inégalités existent entre hommes et femmes.



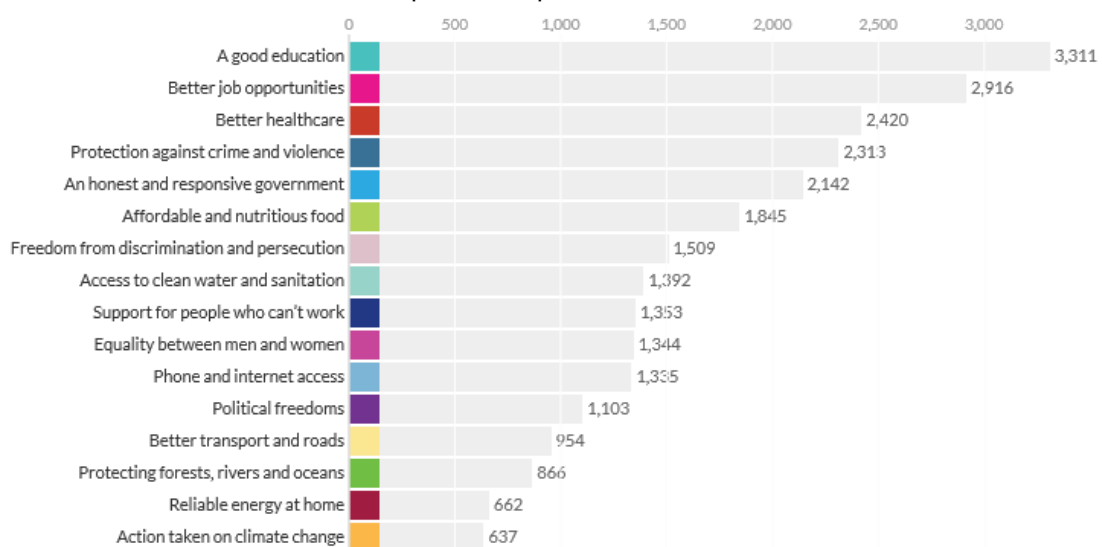
Les sondés qui n'ont pas dépassé l'école primaire



Ceux qui ont fini l'école primaire



Les répondants qui ont le bac au moins



Ceux qui ont fait des études universitaires

Annexe IV : RECOMMANDATIONS ISSUES DE LA CONSULTATION NATIONALE AUPRES DES JEUNES SUR L'AGENDA DE DEVELOPPEMENT POST-2015

GOUVERNORAT BIZERTE, 12 AOUT 2014

Introduction :

La moitié de la population mondiale a moins de 25 ans et le pourcentage de jeunes dans les pays en développement devrait passer à 89,5 % en 2025. Les jeunes représentent aujourd'hui et demain un immense potentiel de changement dans le monde

La jeunesse Tunisienne qui représente un tiers de la population, enregistre un des taux de scolarisation les plus élevés de la région MENA. Par ailleurs, des efforts sont déployés depuis plusieurs années pour mettre en place des services sociaux adaptés aux jeunes notamment dans le cadre de la santé et pour faciliter l'accès de cette population aux nouvelles technologies et lui permettre d'en tirer profit.

En dépit de ces avancées, certains parmi ces jeunes font actuellement face à une multitude d'obstacles à leur intégration dans la société :

- Intégration économique : difficulté d'insertion sur le marché de l'emploi avec des taux de chômage élevés pour cette catégorie d'âge et faible taux d'activités pour les jeunes femmes,
- Intégration sociale : l'accès aux services notamment pour les groupes vulnérables
- Intégration politique : faible participation aux débats publics et politiques, à la prise de décision et au processus de transition démocratique (élections...)

Plusieurs thématiques ont été pointées du doigt par les Jeunes Tunisien(ne)s comme prioritaires et nécessitant des recommandations en vu d'établir des ajustements qui répondent aux besoins des jeunes:

L'Éducation

En Tunisie, des efforts consentis en matière d'éducation ont permis de réaliser des progrès remarquables mais des défis subsistent. A cet effet, il est notamment recommandé d'assurer l'adéquation entre la qualité des acquis scolaires des diplômés et leur employabilité ou encore de promouvoir la participation pour que l'école ne soit plus seulement un lieu de transmission de connaissances mais aussi d'apprentissage du vivre-ensemble et d'éducation à la citoyenneté.

L'Emploi

Les jeunes tunisien(ne)s font face à plusieurs problèmes d'emploi, notamment la faible capacité de l'économie nationale à générer suffisamment d'emplois pour absorber la demande additionnelle. Les jeunes âgés de 15 à 29 ans sont les plus affectés par le chômage, ils constituent 72,2 % des chômeurs en 2012 et le taux de chômage dans cette tranche d'âge se situe à 33,5 % en 2013. Les femmes diplômées du supérieur sont encore plus affectées par le chômage (plus de 40% pour les femmes, contre environ 20% pour les hommes).

La Santé

En Tunisie, les besoins non satisfaits en matière de contraception des jeunes femmes âgées entre 20 et 25 ans est de 16%. Seules 19.1% des jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans ont une connaissance précise des méthodes de prévention du VIH. Le taux de natalité chez les adolescentes est de 3‰. Il

paraît donc fondamental de continuer à promouvoir les droits reproductifs des jeunes, et particulièrement des jeunes filles et adolescentes, de renforcer l'éducation sexuelle complète des jeunes pour une meilleure prévention du VIH/SIDA, des IST et des grossesses non désirées par exemple et de leur garantir plus d'information et un meilleur accès aux services de santé sexuelle et de la reproduction. C'est ce que préconise d'ailleurs le programme d'action de la conférence internationale sur la population et le développement du Caire (1994) qui sera examiné 20 ans après son adoption par l'Assemblée Générale des Nations Unies au mois de septembre de cette année.

La Participation

Il semble important que les jeunes tunisien(ne)s soient impliqués de manière effective dans l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques et stratégies les concernant. Cela passe donc par la formulation de politiques de jeunesse inclusives avec la participation des jeunes ; le développement des compétences nécessaires pour l'autonomisation et l'exercice effectif et informé de la citoyenneté ; un engagement citoyen, une participation démocratique et une innovation sociale pour participer à la construction et à la consolidation de la paix.

Il s'agit également de permettre aux jeunes de s'engager au service de l'intérêt général, en donnant de leur temps à la collectivité et aux autres et leur offrir ainsi la possibilité de développer de nouvelles compétences, de vivre d'autres expériences et de partager un projet au sein d'une équipe.

La Mobilité

Sur les 232 millions de migrants aujourd'hui, 75 millions sont des jeunes âgés de moins de 30 ans. La Tunisie, de par son contexte transitoire, sa position géographique et son profil socio-économique, représente aujourd'hui un pays d'origine, de transit et de destination pour les migrations.

Les divergences de développement entre les Gouvernorats de Tunisie amènent beaucoup de jeunes étudiants et jeunes actifs à aller se former ou travailler dans des gouvernorats différents, tout en gardant des liens avec leur région d'origine. Il en va de même pour les Tunisiens qui se lancent dans le marché international. Il en résulte une attention et des demandes vis-à-vis des autorités, une volonté de s'investir pour la protection des jeunes migrants particulièrement exposés aux dangers de la migration clandestine ou illégale et une mobilisation pour que la migration contribue au développement de la Tunisie.

Les Crimes et Violences

Avec un tiers de la population tunisienne composée de jeunes et d'adolescents, la criminalité et la délinquance juvénile et la violence faite aux enfants et jeunes adultes devrait être une préoccupation centrale en Tunisie. Particulièrement vulnérables, les jeunes sont susceptibles d'être victimes de crimes et délits, mais également de tomber dans la délinquance et la criminalité. Les observateurs ont ainsi mis en garde contre la vulnérabilité des jeunes tunisiens face aux réseaux criminels de trafic d'êtres humains et de traite des personnes. Aggravé par la précarité sociale, le recrutement des jeunes par les filières terroristes est également un phénomène qui mérite une attention particulière et une action appropriée.

Les recommandations sont les suivantes :

1. EDUCATION

Garantir un accès équitable à l'information

- Appuyer la mise en place de centres de ressources virtuels et réels dans les établissements scolaires et universitaires
- Assurer un accès gratuit et rapide à Internet dans tous les établissements scolaires et universitaires
- Mettre en place et accompagner des clubs éducatifs au niveau des établissements
- Assurer un accès à l'information sur les opportunités qui se présentent aux jeunes

Promouvoir l'éducation innovante

- Intégrer l'éducation innovante dans le cursus scolaire selon des stratégies bien structurées en fonction du besoin de chaque cycle d'apprentissage
- Allouer un budget annuel pour les activités parascolaires
- Former et accompagner les éducateurs
- Sensibiliser les élèves, les parents et les enseignants à l'apport de l'éducation innovante

Assurer l'adéquation entre les besoins en termes d'éducation et les outils et méthodologies utilisés

- Assurer une formation continue pour les enseignants sur les méthodes d'apprentissage interactif et ce dans leurs disciplines respectives

Appuyer la réforme du système éducatif et du cursus scolaire

- Revoir le contenu, les objectifs, la qualité et les supports didactiques des différents cursus
- Réformer le système de concours, l'orientation universitaire ainsi que les critères de sélection et d'admission aux différents programmes.
- S'assurer que l'apprenant soit actif et participe à sa propre formation en alternant entre le volet théorique et l'aspect pratique (l'apprentissage par l'expérience)
- Renforcer les compétences des apprenants tout autant que leurs connaissances théoriques
- Promouvoir des programmes multidisciplinaires afin d'élargir les perspectives des étudiants
- Assurer un encadrement en termes d'orientation ainsi qu'une assistance psychologique réelle aux apprenants
- Valoriser la formation professionnelle et les travaux manuels

Encourager l'ouverture du système éducatif au niveau national et international

- S'assurer de l'adéquation des filières existantes avec le marché de l'emploi
- Impliquer les secteurs privé et public et la société civile dans la réflexion autour du système éducatif
- Ajuster la valeur du diplôme à l'échelle internationale (Equivalence des diplômes)
- Mettre en place des centres de recherche et de réflexion sur l'éducation en s'inspirant des expériences d'autres pays.
- Mettre en place des programmes d'échange pour les étudiants

Garantir une éducation de qualité pour tous

- Contrôler les établissements éducatifs privés afin de garantir leur impact positif sur les élèves et les étudiants

- Assurer une formation continue aux enseignants
- Rendre accessible l'ensemble des écoles et des universités pour tous les apprenants
- Structurer et contrôler l'éducation pré-primaire
- Assurer un bon environnement d'apprentissage
- Lutter contre l'abandon et l'échec scolaire
- Assurer l'accès et l'intégration des personnes en situation d'handicap dans le cursus éducatif

2. EMPLOI

- I. Repenser le modèle de développement économique de la Tunisie, un modèle de croissance fort générateur d'emploi, en quantité et qualité en particulier pour les jeunes
- II. Encourager les jeunes à mieux s'engager, à connaître leurs droits et responsabilités/obligations au travail pour lutter contre l'informalité et les abus
- III. Mettre en place des mécanismes encourageant l'implication active des jeunes dans le travail associatif en marge de leur formation (pour acquérir des compétences de vie et avoir de l'expérience)
- IV. Mettre en place des services d'emploi plus sensibles aux besoins des jeunes
- V. Assurer l'accès des jeunes à un travail décent
- VI. Faciliter l'accès des jeunes à des réseaux professionnels leur offrant de nouvelles opportunités
- VII. Assurer une formation scolaire et universitaire plus orientée sur le marché du travail
- VIII. Renforcer le partenariat entre l'état et la société civile pour consolider l'apprentissage des langues vivantes et des nouvelles technologies d'information et de communication entre autres
- IX. Investir dans le développement de nouvelles compétences chez les jeunes
- X. Valoriser le secteur de la formation professionnelle
- XI. Intégration de stages professionnels dans le cursus universitaire selon les spécialités
- XII. Améliorer la politique publique d'orientation universitaire
- XIII. Les services de l'emploi devraient être revus dans le but d'offrir un ensemble de services à tous les jeunes et une aide plus intensive aux jeunes défavorisés.
- XIV. Mettre en place des mécanismes d'accès à l'information via des portails web afin de promouvoir les services non financiers et assurer la transparence
- XV. Développer l'esprit entrepreneurial dès le plus jeune âge à travers les systèmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels
- XVI. Promouvoir les mesures et les instruments de l'entrepreneuriat et la création d'entreprises au profit des jeunes en favorisant la création des entreprises à caractère social et solidaire
- XVII. Nécessité d'avoir des stratégies pour l'emploi et notamment des plans d'action pour l'emploi des jeunes fondés sur des états de lieux reflétant la réalité et émanant d'études et d'enquêtes de terrain
- XVIII. Impliquer les jeunes dans l'élaboration, la mise en place, le suivi et l'évaluation des programmes actifs du marché du travail

- XIX. Promouvoir des stratégies de création des emplois verts pour développer économiquement les régions de la Tunisie

3. SANTE

Santé mentale

- XX. Créer de cellules d'écoute, de conseil et d'orientation pour les jeunes
- XXI. Créer des centres spécialisés de prise en charge des jeunes souffrants de maladies mentales
- XXII. Sensibiliser sur l'importance de la santé mentale et du bien être des jeunes
- XXIII. Assurer une formation continue du personnel médical et paramédical sur la prise en charge psychologique et communication avec les jeunes avec des troubles mentaux/psychologiques
- XXIV. Organiser des caravanes et des cellules mobiles de prise en charge psychologique pour les jeunes en milieu rural
- XXV. Mener des études statistiques sur la prévalence de pathologies mentales chez les jeunes
- XXVI. Adaptation des outils et des références internationales en matière de prise en charge des troubles mentaux et ce en fonction du contexte national

Santé physique

- XXVII. Assurer l'accès universel à la santé sans discrimination
- XXVIII. Décentraliser l'offre de soins et bien équiper les structures sanitaires des régions rurales
- XXIX. Faciliter l'accès des jeunes aux services de santé amis des jeunes
- XXX. Sensibiliser sur l'importance des facteurs environnementaux sur la santé
- XXXI. Prendre en compte et rendre les structures sanitaires adéquates pour les personnes en situation d'handicap
- XXXII. Créer des centres spécifiques à la prise en charge des personnes souffrantes de toxicomanie avec un personnel bien formé
- XXXIII. Améliorer l'efficacité des services de santé
- XXXIV. Réviser les stratégies sanitaires gouvernementales afin que ces derniers prennent en compte les besoins des jeunes

Santé sexuelle et reproductive

- XXXV. Faciliter l'accès des jeunes aux moyens modernes de contraception
- XXXVI. Améliorer la qualité des services de SSR pour les jeunes
- XXXVII. Former et sensibiliser le personnel médical et paramédical sur la prestation de services amis des jeunes
- XXXVIII. Favoriser l'éducation par les pairs en matière de promotion de la santé sexuelle et de la reproduction
- XXXIX. Promouvoir et protéger les droits reproductifs
- XL. Intégrer l'éducation sexuelle complète dans le cursus scolaire
- XLI. Faciliter l'accès des jeunes au dépistage des IST et du VIH/SIDA
- XLII. Assurer l'accès universel à des vaccins essentiels (prévention du cancer du col de l'utérus)
- XLIII. Créer de centres pour l'intégration sociale des Personnes Vivant avec le VIH et des populations clé
- XLIV. Sensibiliser et améliorer la prise en charge des mères célibataires et de leurs enfants
- XLV. Sensibiliser les jeunes par rapport aux risques de la consanguinité

4. PARTICIPATION

- XLVI. Intégrer des mesures effectives permettant l'inclusion des jeunes à tous les niveaux de prises de décision, d'implémentation et de suivi des politiques d'intérêt public, au niveau local et national
- XLVII. Développer une stratégie nationale de renforcement des capacités et développement des compétences professionnelles des jeunes (en particulier les jeunes les plus vulnérables) en capitalisant sur les infrastructures déjà existantes (maisons de jeunes, écoles, universités, foyers universitaires...) et les espaces fréquentés par les jeunes
- XLVIII. Développer et renforcer les infrastructures et les dispositifs de volontariat, en application de la loi tunisienne sur le volontariat
- XLIX. Sensibiliser les décideurs sur la pertinence de la participation des jeunes dans la conception des politiques publiques
 - L. Développer des outils innovants et interactifs d'éducation civique et citoyenne, visant à sensibiliser les jeunes sur la participation, dès le début du cursus scolaire. En particulier, multiplier les clubs de citoyenneté
 - LI. Sensibiliser les parents et encadreurs des jeunes sur l'éducation civique et citoyenne, pour assurer une continuité entre l'éducation dans la sphère publique et dans la sphère privée
 - LII. Valoriser les expériences de participation citoyenne, sous toutes ses formes (exemple : expériences de volontariat), comme atouts pour accéder à l'emploi, et récompenser les meilleures initiatives de participation citoyenne
 - LIII. Développer des projets/activités impliquant la participation citoyenne des jeunes, au sein des organisations publiques et de la société civile
 - LIV. Dans le cadre du processus électoral, créer des plateformes spécifiques visant à sensibiliser les jeunes sur l'importance du vote, à les encourager à participer aux élections, et à la vie politique, et à faire le suivi des programmes électoraux

5. MOBILITE

- LV. Une sensibilisation accrue à travers les médias aux problématiques de mobilité pour une meilleure compréhension et connaissance de la question de mobilité et des enjeux liés à la migration ; Favoriser le dialogue sur les enjeux de la migration (les besoins et les contraintes) ; Mieux informer les jeunes migrants des opportunités de migration régulière, et sur les dangers liés à la migration irrégulière.
- LVI. Une adaptation des formations professionnelles conformément aux demandes du marché permettant d'offrir une alternative de stabilisation aux jeunes Tunisiens. Ceci inclut l'instauration d'un dialogue actif entre les secteurs d'emploi et le système éducatif.
- LVII. Décentralisation des instances économiques, politiques et académiques, ainsi que la stimulation des investissements par des facilitations fiscales et administratives, pour le développement local et ainsi réduire l'exode rurale des communautés les plus vulnérables.

- LVIII. Une meilleure coordination et structuration de la société civile de la Diaspora autour d'une plateforme, pour plus de poids et de légitimité dans l'impact sur le développement de la Tunisie.
- LIX. Valorisation des opportunités d'investissements en Tunisie, et ce par des études de marchés, un accompagnement et une centralisation des informations relatives au mécanisme, pour les Tunisiens de l'étranger.
- LX. Encadrement des retours en Tunisie avec une réinsertion sociale et une réintégration professionnelle en adéquation avec le profil expériences/expertise du jeune migrant.
- LXI. Alléger les procédures et développer les services relatifs aux conditions de vie pour les jeunes étrangers en Tunisie.
- LXII. Sensibilisation accrue sur la diversité culturelle et artistique dans le but d'accroître les interactions sociales et sociétales entre les Tunisiens et les Étrangers en Tunisie.
- LXIII. Traditionnellement ancrée dans une logique d'échanges Nord-Sud, prôner une stimulation des échanges économiques, universitaires, et culturels Sud-Sud, et ce par l'ouverture de missions diplomatiques Tunisiennes dans les pays Sub-sahariens.

6. CRIMES et VIOLENCE

- LXIV. Mettre en place un système de prévention et de documentation des violences et des crimes à l'égard des minorités (religieuse, ethnique, culturelle, sexuelle, ...) et des jeunes vulnérables
- LXV. Mettre en place des structures de réinsertion des jeunes, des cellules d'écoute et d'assistance pour les jeunes ayant commis ou participé à des actes de violences ou de crimes et ce afin de prévenir les récidives
- LXVI. S'assurer du respect des droits des jeunes en milieu carcéral (le droit à des services de santé de qualité, le droit à la dignité, le droit à l'information)
- LXVII. Assurer la réforme du système éducatif pour la prévention des violences (sensibilisation dès le plus jeune âge)
- LXVIII. Instaurer un programme d'assistance des parents dans l'éducation de leurs enfants durant le cycle académique (assistante sociale, psychologue, réunions régulières avec les deux parents)
- LXIX. Instaurer des ateliers de dialogue intergénérationnel en milieu scolaire
- LXX. Mener des caravanes multidisciplinaires spécialisées dans la lutte contre la violence et les crimes dans les régions dépourvues de structures
- LXXI. Promouvoir les clubs, les ONG et les structures de l'état qui œuvrent pour la promotion de la culture de débats, de communication, de leaderships et charités, pour insérer les jeunes dans le travail en collectivité (associatif ou autres)
- LXXII. Assurer une réforme du système pénal qui devra respecter les droits des jeunes
- LXXIII. Assurer l'accès à l'information pour contrôler le système judiciaire
- LXXIV. Mettre en place un système de formation continu basée sur les droits humains des officiers de police
- LXXV. Mettre en place une loi contre la discrimination raciale et toute forme de violence à l'égard des populations vulnérables

- LXXVI. Encourager la collecte de données et la publication de statistiques concernant la criminalité des jeunes
- LXXVII. Participer aux initiatives régionales et internationales d'analyse des tendances criminelles, dans le but d'informer le mieux possible les efforts nationaux et internationaux de prévention et de lutte contre la criminalité.

Bibliographie

Rapports et Textes

- ANC, *Constitution de la République Tunisienne*, 2014
- ESCWA, *A Regional Perspective on the Post-2015 United Nations Development Agenda*, 2013
- GWP, *Rapport de la Consultation Nationale en Tunisie sur l'Objectif Eau dans les ODD*, 2014
- ITES, *Eau 2050 en Tunisie*, 2014 (non publié)
- ONU, *Objectifs du Millénaire pour le Développement, Rapport 2014*, 2014
- SEDD, *Stratégie Nationale du Développement Durable*, 2014 (non publié)
- SNU & SEDCI, *Objectifs du Millénaire pour le Développement, Rapport National de Suivi 2013*, 2014
- The High Level Panel of Eminent Persons on the Post-2015 Development Agenda, *A New Global Partnership: Eradicate Poverty and Transform Economies through Sustainable Development*, 2013
- UN General Assembly, "Rapport du Groupe de Travail Ouvert de l'Assemblée Générale sur les Objectifs du Développement Durable", 12/08/2014
- UN System Task Team on the Post-2015 UN Development Agenda, *Realizing the Future We Want for All, Report to the Secretary General*, 2012
- UN Development Group, *Un Million de Voix : Le Monde que Nous Voulons*, 2013 <<http://www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/mdg/a-million-voices--the-world-we-want/>>
- UN Development Group, *The Global Conversation Begins: Emerging Views from a New Development Agenda*, 2013

Articles :

- I. Diwan, "An Arab Spring: Demanding Good Governance", *The World Bank*, 2011
<http://blogs.worldbank.org/governance/the-arab-spring>
- OIM, "La migration au cœur des débats du Café des Volontaires", 2014
<http://www.iom-tunisie.org/actualites_details.php?id=98>
- OIM, "L'OIM prend part à la Consultation Nationale pour les Jeunes sur les ODD Post-2015, à Bizerte", 2014 <<http://tunisia.iom.int/news/l%E2%80%99oim-prend-part-%C3%A0-la-consultation-nationale-pour-les-jeunes-sur-les-odd-post-2015-%C3%A0-bizerte>>
- UNESCO, "Journée de réflexion : L'UNESCO soutient les médias libres pour un développement humain", 2014 < http://www.unesco.org/new/fr/rabat/about-the-office/single-view/news/journee_de_reflexion_lunesco_soutient_les_medias_libres_pour_un_developpement_humain/#.VAsUFPI5OkY >
- UNFPA, "Café Chantant Jeunesse : Célébration de la Journée Mondiale de la Population", 2014 <<http://www.unfpa-tunisie.org/index.php/fr/actualites/1->

[actualites/250-cafe-chantant-jeunesse-celebration-de-la-journee-mondiale-de-la-population-2014.html](http://www.unicef.org/actualites/250-cafe-chantant-jeunesse-celebration-de-la-journee-mondiale-de-la-population-2014.html)>

- UNICEF, "Consultation nationale pour l'Agenda Post-2015 : Les enfants s'expriment sur la Tunisie qu'ils voudraient", 2014
<<http://www.unicef.org/actualites/consultation-nationale-pour-lagenda-post-2015/>>

Liens Internet :

- Al Mutawassit TV, Consultation Nationale de Sfax
<<https://www.facebook.com/photo.php?v=526594430779483>>
- Attounissia, Consultation Nationale pour les Jeunes, à Bizerte
<http://www.attounissia.com.tn/details_article.php?a=131927&t=124&lang=ar&temp=1>
- ONU, *Déclaration du Millénaire*, 2000
<<http://www.un.org/french/millenaire/ares552f.htm>>
- ONU, *Objectifs du Millénaire pour le Développement*
<https://www.un.org/fr/millenniumgoals/>
- ONU, *Objectifs du Développement Durable* <<http://sustainabledevelopment.un.org/>>
- ONU, *United Nations Conference on Sustainable Development Rio + 20*
<<http://www.uncsd2012.org/>>
- ONU, *The World We Want* <<http://www.worldwewant2015.org/>>
- ONU, *The World We Want: Dialogues on Implementation of the Post-2015 Development Agenda* <<http://www.worldwewant2015.org/sitemap#thematic>>
- ONU, *The World We Want: Partnerships with Civil Society*
<<http://www.worldwewant2015.org/civilsociety2015>>
- ONU, *MY World* <<http://vote.myworld2015.org/>>
- Invest in Tunisia <<http://www.investintunisia.tn>>
- Mashable, *Social Good Summit* <<http://mashable.com/sqs/>>
- Radio Sabra, Consultation Nationale de Sfax
<<http://www.radiosabrafm.net/archives/8694>>
- Radio Tataouine, Consultation Nationale de Médenine
<http://www.radionationale.tn/tataouine/index.php?option=com_content&view=article&id=16292:-----2015&catid=134:2012-01-21-07-34-58&Itemid=785>
- Tunis Afrique Presse, Consultation Nationale de Médenine
<<http://www.tap.info.tn/ar/index.php/regions-2/42953-%D9%85%D8%AF%D9%86%D9%8A%D9%86-%D8%AA%D8%AD%D8%AA%D8%B6%D9%86-%D8%A3%D8%B4%D8%BA%D8%A7%D9%84-%D8%A7%D8%B3%D8%AA%D8%B4%D8%A7%D8%B1%D8%A9-%D8%AC%D9%87%D9%88%D9%8A%D8%A9-%D8%AD%D9%88%D9%84->>

%D8%A3%D8%AC%D9%86%D8%AF%D8%A7-
 %D8%A7%D9%84%D8%AA%D9%86%D9%85%D9%8A%D8%A9-
 %D9%84%D9%85%D8%A7-%D8%A8%D8%B9%D8%AF-
 %D8%B3%D9%86%D8%A9-2015>

- SEDCI, *La Tunisie que Nous Voulons* <<http://www.mdc.gov.tn/index.php/2012-05-05-09-36-04/objectif-developpement-durable>>

Médias Sociaux

- Facebook, *La Tunisie que Nous Voulons* <<https://www.facebook.com/TunisiaWeWant2015>>
- Twitter, *La Tunisie que Nous Voulons* : @TunisiaWeWant
- Wordpress, *La Tunisie que Nous Voulons* <<http://tunisiawewant.wordpress.com/>>

Secrétariat d'Etat au Développement et à la Coopération Internationale

Place Ali Zouaoui 1069 Tunis

Tel : (216) 71 240 133 / (216) 71 350 753

Fax : (216) 71 351 666

E-mail : boc@mdci.gov.tn

Nations Unies en Tunisie

41 bis Impasse Louis Braille cite el Khadhra 1003 Tunis,

Tél : (216) 31379110 Fax : (216) 71 900 668

E-mail: registry.tn@undp.org

www.onu-tn.org